

n48

septembre 2014 3 euros 50

JOURNAL D'INFORMATION ET DE DÉBAT
DU PLATEAU DE MILLEVACHES

Retour sur les élections municipales
Ce que nous apprend l'exemple cévenol



Les soignants et la cathédrale de papier
"La démarche qualité" : sommes-nous
devenus des hamsters ?



Les militaires de La Courtine,
émules d'Attila ?

INDUSTRIES
PAYSANNES
NÉO
STAKHANOVISTE

1000 MILLIONS DE
1000 MILLIARDS DE
1000 SABORDS DE
TONNERRE DE PETS!



Ferme des 1000 veaux à St Martial le Vieux : la démesure !

AUX ABONNES

Ce numéro 48 arrive dans votre boîte aux lettres quelques jours seulement après le numéro Hors série que nous avons consacré à la forêt. Comme ce dernier est un numéro double (32 pages), cela fait presque trois numéros pour le prix d'un ! Nous avons réalisé le numéro Hors série, qui est également en vente chez les marchands de journaux de la région, à l'occasion des Rencontres des alternatives forestières qui se déroulent sur le plateau de Millevaches les 19 et 20 septembre. L'occasion de redécouvrir la richesse des articles parus dans IPNS au cours des dernières années et que sans doute beaucoup d'entre vous ne connaissaient pas. IPNS, ça sert aussi à ça : une mémoire de l'actualité et des débats qui animent notre territoire, que vous pouvez également retrouver sur notre site internet sur lequel nos anciens numéros sont consultables. Bonne lecture !

L'équipe d'IPNS

Comité Montagne

C'est sous ce nom que s'est réunie à deux reprises depuis les dernières élections municipales l'assemblée informelle qui avait lancé des "propositions pour une plateforme de la Montagne limousine" (Cf. IPNS n°46). Une prochaine réunion plénière aura à nouveau lieu à l'automne de façon à permettre aux personnes qui se reconnaissent dans cette démarche politique de poursuivre les échanges. Que se passe-t-il dans les communes qui va dans le sens d'une participation réelle des habitants ? Quelles initiatives en projet méritent-elles d'être partagées (comme par exemple l'idée, lancée par un groupe sur Eymoutiers, d'un "Festival des territoires") ? Qu'est-ce qui bouge actuellement sur le plateau ? Etc. Ces assemblées se veulent aussi un lieu de réflexion pour ne pas rester isolé dans son coin face à des problématiques qui touchent tout le monde.

Pour être tenu au courant des différentes initiatives du Comité Montagne, il existe une liste mail à laquelle on peut s'inscrire en écrivant à : comite-montagne@lits.riseup.net



Aujourd'hui petit cours de "démocratie" à la nord-coréenne ! Prenons simplement les fonctionnements de nos structures locales : le lac de Vassivière, les communautés de communes : comme celle de Bourgneuf-Royère ou plus encore celle des Portes de Vassivière, elles nous donnent un visage navrant d'un avenir rétrograde !

ne parlons plus de démocratie !



Mais comment peut-on encore supporter pareil despotisme ? Les dés sont continuellement pipés, les pouvoirs confisqués, un faux semblant de "débat", les responsabilités distribuées entre potes, délibérations déjà prêtes, pré-remplies... Bonjour monsieur, bonjour madame, veuillez signer en bas à droite ! merci !

les petits barons locaux à la lanterne !



Attendez, c'est pas fini ! La municipalité d'Eymoutiers n'est pas en reste ! Elle ne se remet toujours pas d'avoir deux membres de "l'opposition" qui, souvent, sont ignorés, oubliés. C'est scandaleux que des élus soit-disant dits de gauche affichent un tel mépris pour les représentants de 26 % des électeurs !

Une drôle de façon de respecter la démocratie ! Allez, y-a plus qu'à boire un coup à la santé des blaireaux !

m.bernard

Le militarisme bouge encore !

En cette année du centenaire de la déclaration de guerre de 1914, on pouvait craindre un retour du bourrage de crâne patriotard et militariste dont certains milieux sont friands. Nous avons été plutôt rassurés en constatant que, le plus souvent, les soldats étaient présentés comme des victimes envoyées à la mort par un commandement militaire indifférent aux pertes humaines. La même analyse semble prévaloir pour la seconde guerre mondiale et pour les guerres coloniales, notamment l'Algérie. Pourtant, les anciens combattants de Blaudeix, Rimondeix et Parsac (Creuse), nous ont offert un bel exemple de prose digne de Déroutède (voir ci-contre La Montagne du 1er septembre 2014). À propos d'un malheureux jeune homme tué à 20 ans en Algérie, le 25 août 1960, ils n'hésitent pas à faire un portrait dithyrambique de ce jeune

creusois, un "héros" qui "fit preuve des meilleures qualités" et "s'attira l'estime de ses chefs et de ses camarades." Et s'il "a trouvé une mort glorieuse", c'est après "avoir fait l'admiration de tous". Mais c'était bien sûr "au cours d'une opération de maintien de l'ordre (...)" à la poursuite d'un élément rebelle. On voit que ces anciens combattants disciplinés reprennent à leur compte la fiction soutenue par l'État durant des décennies : en Algérie, il n'y a pas eu de guerre ! Mon antimilitarisme est né avec la perte de deux amis d'enfance guère plus âgés que moi, qui furent les malheureuses victimes d'une guerre qui ne voulait pas dire son nom, pour des intérêts et des enjeux qui ne les concernaient pas. C'est pourquoi j'espère que la tonalité de ce petit article, digne de l'OAS, restera marginale.

Jean-François Pressicaud

BLAUDEIX

Hommage au héros qu'était Claude Daire

Lundi 25 août, la section d'anciens combattants de Blaudeix, Rimondeix et Parsac a rendu un vibrant hommage à leur camarade Claude Daire, décédé le 25 août 1960 en Algérie.

Claude Daire est né à Blaudeix le 18 février 1940. Élève à la ferme familiale, lorsqu'il a eu l'âge d'être scolarisé, il a fréquenté l'école de Blaudeix jusqu'à son certificat d'études primaires. Déjà à l'école, il n'hésitait pas à prendre la défense des plus persécutés. Ensuite, il a été avec ses parents employé comme aide familial. À 19 ans, Claude a passé son conseil de révision à Lannegat. Au 1^{er} mars, il est parti faire ses classes à Montélimar (Drôme). Claude a été affecté au



SOUVENIR. De nombreux amis sont venus rendre hommage à Claude Daire.

28^e Régiment de Dragons pendant quatre mois. Au cours du mois de juillet 1960, son régiment a été appelé en Algérie (à Colomb-Béchar), l'objectif étant de faire preuve

d'ambles des meilleures qualités, c'est-à-dire en peu de temps l'extermination des chefs et de ses camarades. Le 25 août 1960, un peloton étant lancé à la poursuite d'un élément re-

belle dans la région de Cherket-Djinn, il a trouvé une mort glorieuse au cours de l'engagement qui a suivi après avoir fait l'admiration de tous.

Claude a été tué au cours d'une opération de maintien de l'ordre. La dépouille de son corps a été renvoyée le 10 octobre 1960 à 13 heures à la mairie de Blaudeix et à sa famille afin d'organiser ses obsèques. Claude Daire a été décoré à titre posthume de la Médaille militaire ainsi que de la Croix de la valeur militaire avec palmes.

Près d'une centaine de personnes ont répondu présent à l'appel des anciens combattants en commémoration de cette triste date.

Creuse

L'abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS et être sûr de bien recevoir tous les numéros !

IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux ! Votre abonnement est indispensable à l'existence du journal ! Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site : <http://journal-ipns.org>

Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l'adresse courriel suivante : contact@journal-ipns.org



IPNS Trimestriel édité par l'association IPNS

Clin d'oeil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro.

Directeur de publication : Michel Lulek
23340 Faux la Montagne
Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady
Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges
Imprimerie labellisée Imprim'vert
Commission paritaire : 1017 G 81 797 - ISSN : 1635-0278
site : <http://journal-ipns.org>

IPNS - Je m'abonne !

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € ☐ de soutien 20 € ou + ☐

Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € ☐ de soutien 40 € ou + ☐

Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne

Les militaires de la Courtine, émules d'Attila ?

À l'école primaire, les plus âgés d'entre nous ont appris qu'Attila, qui, à la tête des Huns pillards, terrorisait au V^{ème} siècle les populations de l'Empire romain d'Occident, aimait à déclarer : "Là où Attila passe, l'herbe ne repousse pas !"

Le ministère des Armées, qui gère le camp de la Courtine par l'intermédiaire du 126^{ème} R. I. de Brive, semble bien avoir voulu imiter ce grand ancien à la réputation douteuse, mais en utilisant des moyens modernes : les produits chimiques.

Les faits

Plus de 100 hectares¹ de pare-feux à l'intérieur du camp, habituellement désherbés mécaniquement, l'ont été cette année à grand renfort de désherbants très efficaces, et donc très toxiques². La découverte de cette opération par les élus des communes riveraines, avec à leur tête Philippe Breuil, maire de Magnat l'Étrange et conseiller général de la Courtine, entraîne de leur part une vive réaction, relayée par les organismes gestionnaires de l'eau potable³. Une pétition en ligne, initiée par une conseillère municipale de Magnat l'Étrange, Marie Padovani, a rapidement recueilli des centaines de signatures⁴. Les journaux, la radio, la télévision régionale rendent publiques les inquiétudes des élus et de la population concernant la pollution possible de l'eau potable.

La patate serait-elle chaude ?

L'Armée, qui avait l'obligation, par arrêté préfectoral⁵, de désherber mécaniquement, prétend avoir agi de la sorte avec l'accord de l'Agence régionale de la Santé (ARS) et de la Chambre d'Agriculture. L'ARS se défousse en expliquant qu'elle n'a pas d'accord à donner et en publiant les résultats des premières analyses... rassurantes ("forcément rassurantes", aurait dit Marguerite Duras). Elle fait fermer "par précaution" un des captages du Syndicat de Crocq.

Quant à la Chambre d'Agriculture, elle n'a, à notre connaissance, pas réagi. Mais le peut-elle, alors qu'elle soutient la croisade de la FDSEA contre les "contraintes environnementales" qui pèsent sur les agriculteurs et les mettraient en difficulté financière (cf les protestations contre la mise en "vigilance nitrates" d'une quarantaine de communes du nord de la Creuse).

Pour faire bonne mesure, ajoutons que le ministère des Armées, dans le cadre d'un engagement "développement durable" concernant la totalité de ses installations, est censé s'interdire l'utilisation de produits chimiques polluants. Mais comme beaucoup de ces engagements, chartes et autres déclarations bien intentionnés, cela n'a aucun caractère contraignant. Par ailleurs, le camp de la Courtine est classé en ZNIEFF (Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique).

Des analyses rassurantes ?

Nous n'avons pas suffisamment de recul pour pouvoir affirmer que tout va bien : la pollution n'est ni immédiate ni ponctuelle, elle est durable et diffuse.



Blaireaux en cure d'intoxication à la Courtine

On sait aujourd'hui que le respect des normes n'est pas un gage d'innocuité. Relatives et arbitraires, les normes masquent la toxicité des faibles doses, qui est avérée pour la pollution chimique comme pour la radioactivité. Ce n'est pas la dose qui fait le poison, mais la répétition de l'exposition aux pesticides.

D'autre part, l'épandage des pesticides entraîne des conséquences dangereuses pour tout l'écosystème : les eaux de ruissellement, les rivières, la faune et la flore, les humains, les cultures, les animaux domestiques ou sauvages, tous subiront les retombées négatives de cet épandage sauvage⁶.

Et l'hôpital qui se moque...

On ne peut que se féliciter de la réaction d'élus locaux qui ont fustigé "l'opération désherbants" menée par les militaires. Par exemple, le Syndicat de la Haute Vallée de la Creuse a demandé des analyses d'eau à un laboratoire indépendant. Louable précaution, qui a permis à la mairie de Felletin d'annoncer que les normes de qualité étaient respectées... sans donner de chiffres.

Mais cette même municipalité, qui se targue de ses précautions concernant la propreté de la ville, a confondu propreté et disparition du moindre brin d'herbe, fut-ce au moyen de désherbants chimiques ! La campagne d'épandage d'herbicides de ce printemps a certainement laissé des traces dans l'environnement felletinois : pollution des eaux de



Philippe Gady

ruissellement, atteintes multiples à la biodiversité. Alors que beaucoup de communes en Creuse et en France adhèrent à la charte "zéro pesticides", et que le CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) peut soutenir celles qui se lancent dans cette démarche, la commune de Felletin s'honorerait en cessant de recourir aux désherbants chimiques. Elle pourrait ainsi atteindre une vraie propreté : celle qui permet le maintien et le développement de la vie.

L'Armée reste une citadelle au sein de l'État

Sous couvert de secret-défense, de l'obéissance aveugle due à la hiérarchie, l'armée n'a pas l'habitude de rendre compte de ses agissements aux civils.

Pire, elle ne se gêne pas pour ignorer un arrêté préfectoral très précis, et, en principe, contraignant, lui. L'engagement "développement durable" et le classement ZNIEFF du camp ne sont pour elle que des "chiffons de papier" qui servent sa com.

Et, en plus, l'armée obtient le silence de nombreux habitants, notamment à la Courtine, qui craignent qu'en "agaçant les militaires", on ne les incite à quitter le camp, ce qui serait vécu comme une catastrophe économique. Sacro-sainte économie !

Jean-François Pressicaud



1) 74 ha selon la Préfecture, 100 ha pour les militaires, sans doute plus de 200 ha pour les élus et les agriculteurs.

2) MISSILE®PJT (glyphosate, molécule du RoundUp®) et PACMA®, désherbant total à longue persistance d'action. Les agriculteurs locaux ont été étonnés de l'efficacité des produits sur les fougères, les genêts et même les arbres.

3) 3 syndicats exploitent des captages d'eau potable dans le périmètre du camp : le Syndicat de Crocq (3 captages), celui de la Rozelle, qui alimente 5 communes du sud-est de la Creuse et gère la retenue de Beyssat, et celui de la Haute Vallée de la Creuse (Clairavaux, Croze et Felletin) avec 4 captages.

4) Pétition en ligne sur www.change.org/fr/petitions/prefecture-de-la-creuse-fait-une-enquete-objective-et-transparente-prenez-des-mesures-pour-protéger-les-populations-et-l-environnement

5) Arrêté préfectoral n° 2007-1161 du 17 octobre 2007 "La croissance des végétaux sera régulièrement limitée par des moyens mécaniques"

6) Pour plus de détails, cf IPNS n° 23 et 24, articles de Monique Douillet et n° 41 et 42, articles de Gael Delacour et Stéphane Grasser concernant la forêt.

Saint Martial le Vieux : la démesure !

1000 vaches dans la Somme, 1000 veaux à Saint-Martial-Le-Vieux : l'élevage industriel ne recule devant aucune aberration. Quelques éleveurs manipulés par Intermarché veulent installer un projet agro-industriel pharaonique près de La Courtine. Unissons tous nos efforts pour exiger des élus responsables du PNR, gravement silencieux, une totale réprobation de ce projet contraire à l'image d'un élevage bovin de qualité en lien avec son territoire.

Depuis 2009 pour faire face à la fermeture du marché italien pour les veaux limousins, la direction de la chambre d'agriculture de Tulle recherche des solutions pour assurer le cycle de vie complet des brouillards en Limousin. Elle est fortement appuyée par les directions du marché au cadran et de l'abattoir d'Ussel. Ces protagonistes en lieu et place de réfléchir à des projets d'entraide coopérative à quelques éleveurs sur un territoire limité, se sont tournés vers les Mousquetaires de la grande distribution : Intermarché, Ecomarché et compagnie. Avec ces partenaires, ils ont monté un projet d'élevage agro-industriel gigantesque à l'image de la ferme des 1000 vaches laitières de la Somme. Ils entraînent avec eux quelques éleveurs et la majorité des élus de la communauté de communes des Sources de la Creuse pour construire un centre d'engraissement de jeunes bovins à Saint-Martial-le-Vieux.

Un tel projet voit le jour dans un parc naturel qui joue l'image de la petite loutre bien tranquille au milieu de ses espaces protégés

an. L'idée est d'assurer l'approvisionnement de l'atelier par des contrats avec des producteurs de proximité : en Limagne pour la paille, en basse Corrèze et dans la région Centre pour les céréales, les tourteaux de Colza et le maïs. Jean-Paul Denanot président du conseil régional et François Hollande président du conseil général de la Corrèze sont venus à la Courtine pour soutenir ce projet.

Son financement monté avec la Com-com est alors estimé à 4 600 000 €. La part des financements publics se monte à quelques 30%, grâce notamment

à une participation exceptionnelle du ministère de la défense en lien avec la baisse d'activité du camp militaire de La Courtine ! Les 70 % restants sont à la charge des actionnaires de la SAS Alliance

Millevalches avec la participation hégémonique de la SVA (Société Vitreenne d'abattage) Jean Rozé, groupe spécialisé dans les viandes, filiale d'Intermarché.

La situation actuelle

La communauté de communes des sources de la Creuse a déjà viabilisé un enclos de six hectares sur des terrains de la commune de St-Martial-le-Vieux, avec ses infrastructures routières. Quatre hectares sont déjà loués à la société Thrid Step qui a construit un champ de panneaux photovoltaïques,



Photo Confédération paysanne limousin

aujourd'hui en phase d'achèvement. Sur le reste de l'enclos la communauté de communes s'engage à construire deux bâtiments de 180 mètres de long et un hangar de stockage. Ces bâtiments seront loués à la Société Alliance Millevalches qui assurera l'aménagement pour l'engraissement des brouillards et le fonctionnement de l'atelier avec seulement trois salariés. Le projet prévoit aussi que les toitures soient louées à la société Thrid Step pour produire de l'électricité à partir de panneaux photovoltaïques.

Une troisième société est actuellement en voie de constitution sur d'autres terrains de la Com-Com pour une installation de méthanisation des 15 000 tonnes des déjections produites par l'élevage. Outre la production d'électricité, le méthaniseur séchera les substrats pour en faire de l'engrais et des pellets de bois.

Enfin, deux arrêtés préfectoraux de 2011 et de 2013 assurent l'aval des autorités de l'État à ce projet d'usine agro-industrielle pourtant en totale contradiction avec les vœux émis par les habitants du PNR de préserver sur leur territoire une agriculture enracinée dans son terroir et garante d'une alimentation saine pour tous. À la lecture des documents officiels se référant aux résultats positifs d'une enquête publique et du rapport de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, on apprend avec stupéfaction que le PNR n'a pas donné d'avis ! Ces documents particulièrement travaillés et d'une exceptionnelle longueur sont truffés d'une multitude de dérogations qui laisse planer des doutes sur la complaisance des élus (PNR, chambre d'agriculture de la Corrèze, communautés de communes des Sources de la Creuse, conseil général et régional, etc) avec les vrais concepteurs du projet.

Quelques raisons de douter de l'intérêt de ce projet

On ne peut dans ce court résumé énumérer les nombreuses questions non résolues dans les attendus des arrêtés préfectoraux. Retenons-en néanmoins quelques-unes et tout d'abord, celle, cruciale, de l'approvisionnement

en eau. Pour son fonctionnement l'atelier a besoin de 40 m³ par jour ce que le syndicat des eaux de la communauté de communes ne peut fournir. Des forages sont projetés mais qui en assumera le coût ?

Par ailleurs, comme souligné plus haut, le projet a été vendu aux éleveurs avec la perspective de favoriser les approvisionnements en paille et tourteaux au plus près. Mais aujourd'hui aucun contrat d'approvisionnement de proximité n'est encore acté. La SAS Alliance-Millevalches s'oriente apparemment plutôt vers du soja d'importation pour l'alimentation des brouillards. Si on prend en compte le fait que la société d'abattage Jean Rozé s'est aussi engagée à fournir les déchets de tous ses abattoirs pour le fonctionnement du méthaniseur et compte rapatrier la plupart des veaux pour les découper en région de Vitry, on peut légitimement se questionner sur le bilan carbone de cet atelier d'engraissement.

Baser l'alimentation des veaux sur des importations de soja c'est évidemment lier la rentabilité du projet au cours du marché mondial. C'est aussi cautionner le système aberrant de la production de soja à grande échelle dans les pays exportateurs tels le Brésil et l'Argentine. Entre déforestation de la forêt amazonienne, expulsion des petits producteurs, largage de pesticides par avion, les Européens n'ont aucune fierté à tirer de leurs achats de soja, bien souvent transgénique qui plus est. L'agriculture bretonne basée sur ce modèle est en crise mais les grands groupes de l'agro-alimentaire, seuls à tirer encore profit de la casse sociale, environnementale, et économique de ce système de production, cherche à l'exporter vers d'autres régions pour maintenir leurs gains. C'est sans doute seulement pour ce groupe que le projet sera rentable car l'afflux des brouillards sur le marché au cadran d'Ussel risque de déséquilibrer fortement le marché et de tirer les prix aux producteurs vers le bas.

C'est tout de même dommage qu'une région comme le Limousin qui bénéficie jusqu'à présent d'une image de marque en matière d'élevage se laisse embarquer dans un tel projet hors sol. Ah certes, ce n'est pas facile de



Photo Confédération paysanne limousin

résister quand on sait que la SVA Jean Rozé est un des leaders nationaux en matière d'abattoirs et que son PDG, Dominique Langlois, est aussi le président national de l'interprofession du bétail et des viandes (IBEV). La grande distribution siège là où il faut pour pouvoir contrôler la filière viande française. Mais qu'un tel projet voit le jour dans un parc naturel qui joue l'image de la petite loutre bien tranquille au milieu de ses espaces protégés, c'est prendre le risque en toute conscience de voir la Fédération des Parcs retirer son agrément au PNR de Millevaches, comme cela est déjà arrivé pour d'autres raisons il y a quelques années à celui du Marais-Poitevin ! En 2016, la Fédération nationale des PNR devra donner le feu vert pour le renouvellement de la charte

du PNR Millevaches en Limousin. Comment pourra-t-elle soutenir ce projet gargantuesque d'agro-industrie entièrement piloté de l'extérieur en face des souhaits exprimés par les acteurs locaux d'une agriculture de qualité valorisant les circuits courts et les filières locales ?

Alain Carot et Solenne Garin

Les photos de ces deux pages ont prises en juin - juillet 2014. Elles montrent l'état d'avancement et de dégradation du projet sur le site de Saint Martial le Vieux.

En dénonçant le projet de la ferme aux 1000 broutards de Saint Martial le Vieux, IPNS s'associe à la demande de la confédération paysanne au président de la République de stopper la ferme usine aux 1000 vaches de la Somme.



Photo: Confédération paysanne limousin

NON aux usines à vaches



NOVISSSEN

www.novissen.com

Association Novissen (nos villages se soucient de leur environnement) en lutte contre l'implantation de 1000 vaches laitières dans la Somme.



Confédération Paysanne

Syndicat pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Revue de la Confédération Paysanne 8 novembre et 14 décembre

Publiée le jeudi 15 mai dans Politis

Monsieur le Président de la République,

Nous sommes à un tournant. L'industrialisation de l'agriculture se fait de plus en plus pressante, et chaque année, sous couvert de modernisation, le nombre de paysans diminue. Désormais, nous n'avons plus le choix : soit nous laissons faire, attendant de ce fait la disparition des paysans, soit nous contrainsons ce mouvement pour faire vivre une agriculture créatrice d'emplois, de dynamique des territoires, respectueuse de son environnement et de la souveraineté alimentaire, l'agriculture paysanne pour laquelle nous nous battons.

La ferme-usine des 1000 vaches est le symbole de ce point de non-retour. Elle n'est pas unique en Europe, encore moins dans le monde, mais doit-on pour autant s'y résoudre ?

Aujourd'hui, vos discours et vos arbitrages politiques sont l'expression d'un choix. Vous parlez d'agro-écologie, d'emplois, mais surtout, sous prétexte d'une prétendue compétitivité, vous vantez la vocation exportatrice de la France, la balance commerciale comme ultime arbitre de vos actions. De fait, vous entérinez le modèle des fermes-usines comme celle des 1000 vaches.

Présentée comme un projet piloté par son promoteur Michel Ramery, elle fournirait du lait à bas prix grâce à des salariés précaires et à un méthaniseur géant subventionné. On est bien loin de la ferme qui produit du lait de qualité. Loin de la ferme partie prenante de son territoire. Loin de la ferme qui fait vivre des paysans.

Pourtant, le discours de Michel Ramery, comme le votre, est séduisant. Vous nous parlez, modernité, efficacité, rayonnement international ! La réalité, elle, est bien moins séduisante. Vous le savez, nous le savons, nos concitoyens le savent.

Et si nous changions de vocabulaire ? Si nous pensions relocalisation, valeur ajoutée, qualité, vitalité, valorisation... ? L'agriculture paysanne que nous défendons est la seule qui soit en cohérence avec les enjeux auxquels vous, Président de la République, avez la responsabilité de faire face.

Mettons en regard la ferme-usine des 1000 vaches et son homonyme, le plateau de Millevaches en Limousin. C'est un endroit que vous connaissez bien puisque vous avez été Président du Conseil général de Corrèze.

Il y a là un renouveau frappant. Alors que le secteur semblait se vider inexorablement de sa population, des paysans sont revenus. Dans leurs fermes, ils produisent une alimentation de qualité et de proximité, ils expérimentent, ils emploient. Sur le plateau et au-delà, ils recréent des réseaux, renouellent le lien social. Plus de paysans, c'est aussi plus d'habitants, donc plus de services publics et marchands, plus d'activités. Et le plateau de Millevaches qui se vidait redevenait attractif.

C'est exactement ce dont aurait eu besoin ce secteur de la Somme où l'on veut implanter la ferme-usine des 1000 vaches. Pourtant, avec seulement 10 emplois, des milliers d'hectares de terres agricoles confisquées, les dégâts sur l'environnement, elle provoquera l'exact contraire. Mais la vitalité d'un territoire n'est pas une variable recevable pour les agences de notation.

Monsieur le Président, ces deux modèles sont incompatibles. Vous parviendrez toujours à garder quelques fermes-vitines pour alimenter les défilés touristiques, mais notre agriculture aura disparu. L'industrialisation ne peut se poursuivre que par l'élimination de l'agriculture à taille humaine. L'accaparement des terres agricoles, la dérégulation des marchés, la spécialisation, puis la disparition du savoir-faire paysan, l'élimination de la biodiversité dans la production comme dans l'environnement... quand il n'y aura plus de paysans, on ne pourra pas revenir en arrière.

Vous le savez, mais vous ne faites rien pour l'empêcher. C'est pourquoi, depuis septembre, nous avons pris nos responsabilités pour stopper la ferme-usine des 1000 vaches. Nous, paysans, avons toute légitimité à agir puisque c'est de notre existence même qu'il s'agit. De notre existence, et du rôle que nous tenons dans la société.

Nous savons le risque que nous courons en pénétrant, par deux fois, sur ce chantier. Après deux gardes à vue et une procédure judiciaire qui se poursuit, nous comprenons que nous ne sommes pas les bienvenus dans votre business plan de l'agriculture et que tous les moyens seront bons pour nous faire renoncer.

Mais nous ne lâcherons pas. Nous ne nous résignerons pas. Ni Michel Ramery, ni les intimidations policières et judiciaires orchestrées depuis le sommet de l'Etat ne parviendront à nous faire taire.

Il est de notre responsabilité de nous battre pour le maintien de paysans nombreux sur le territoire.

Votre responsabilité, Monsieur le Président de la République, c'est d'agir en faveur de l'agriculture, et donc de la société toute entière. Si vous ne le faites pas, nous serons là, à nouveau.

Laurent Pinget

Porte-parole de la Confédération paysanne

Hyper ruraux, unissons-nous !

Le 30 juillet dernier le sénateur maire de Mende, Alain Bertrand, remettait à la ministre du Logement et de l'Égalité des territoires, un rapport intitulé "Pour un développement et la mise en capacité des territoires hyper-ruraux". Quelques semaines auparavant il était venu sur le plateau rencontrer quelques élus et acteurs de terrain qui se sont ainsi découverts une nouvelle identité. Les habitants de la France profonde sont devenus des hypers-ruraux ! Une sacrée promotion qui n'a pas laissé insensible Catherine Moulin, maire de Faux-la-Montagne.

Il y a quelques semaines, la salle du conseil municipal de Faux-la-Montagne accueillait Monsieur Alain Bertrand, sénateur maire de Mende. Il était venu, entouré de son attachée parlementaire et d'un chercheur en géographie. Nous étions cinq du Plateau pour le recevoir.

Diligent par le Sénat, ce sexagénaire girond, à l'accent rocailleux des montagnes lozériennes, venait prendre le pouls de la ruralité creusoise, et, surtout, nous présenter son concept d'hyper ruralité. Il venait nous annoncer, cartes à l'appui et statistiques en renforts, que nous en étions, que nous y étions ! Hyper ruralité. Qu'est-ce que cela veut dire ?

3,5 millions de Français

Habitants de Faux-la-Montagne et du Plateau, j'ai une nouvelle d'importance à vous communiquer : comme trois millions et demi d'autres français, nous sommes, vous êtes, des hyper ruraux ! Cela mérite quelques explications... L'hyper rural, c'est le rural du rural, la Creuse profonde-profonde, le bout du bout, le plus pauvre, le plus désert, le plus éloigné, plus, plus, plus, qui veut dire en réalité moins, moins, moins !

En gros, c'est une définition qui prend en compte la variabilité des situations du monde rural et qui insiste pour dire qu'il y a des ruralités plus rurales que d'autres, c'est à dire plus à l'écart, plus défavorisées, plus handicapées, où vivre est plus difficile... Parce que les distances à parcourir sont plus importantes, que l'essence est plus chère, la voiture indispensable, les transports en communs inexistant, les établissements scolaires trop éloignés, les services en tout genre limités, les commerces rares, peu fournis et chers, la matière grise en proportion, l'emploi ratatiné et la moyenne d'âge élevée.

Hyper ou super ruraux ?

Pour Monsieur Bertrand, maire de Mende, capitale départementale de la Lozère, pas plus grosse que Guéret, il est important que tous les élus urbains de France et de Navarre prennent en compte cette réalité qui concerne 1/4 du territoire national. Il sait de quoi il parle, lui aussi, il en est, il y est ! Car, comme chacun sait, si la chose n'est pas nommée, elle n'existe pas... Nous n'existons pas.

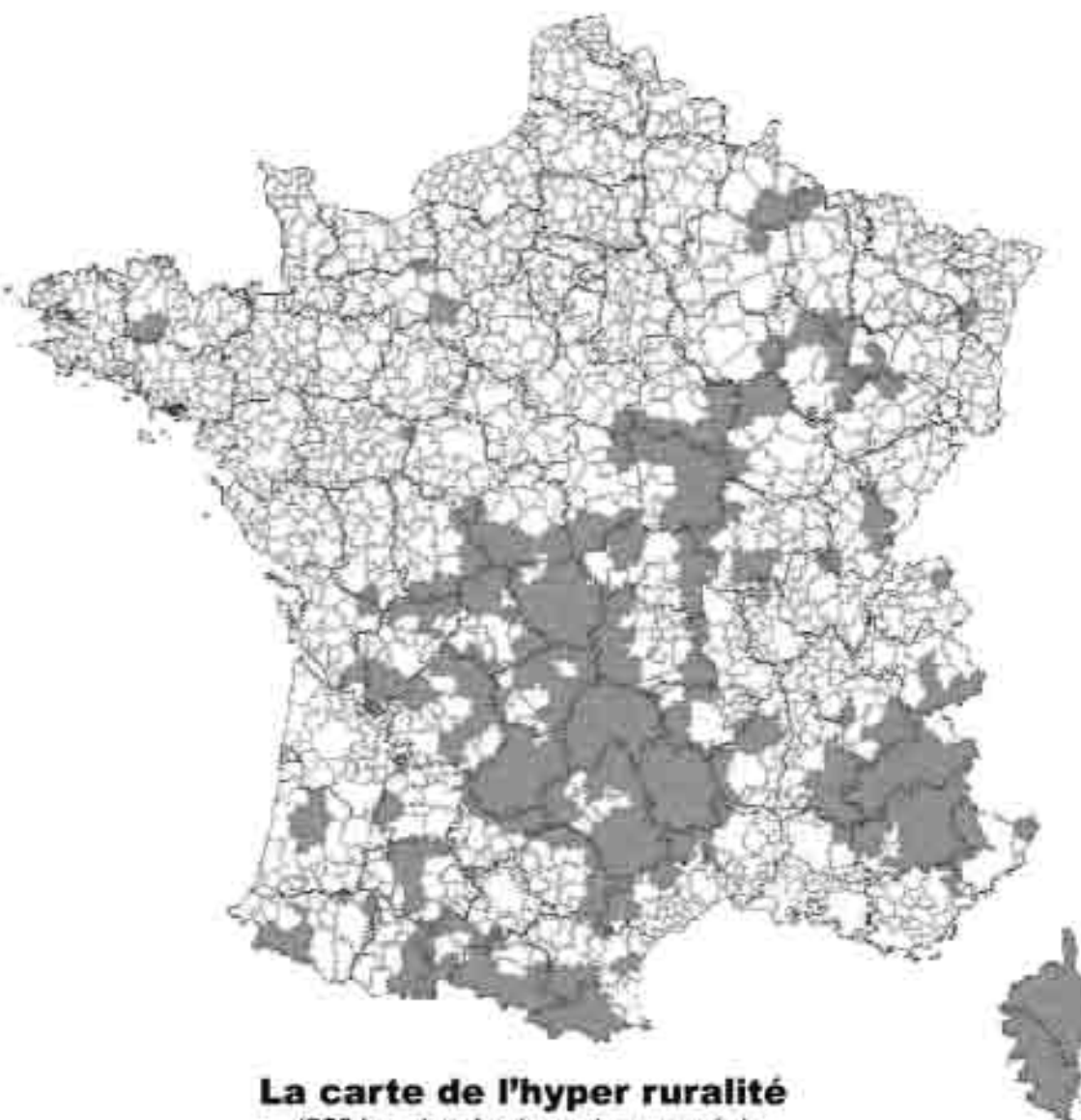
Dans hyper, il y a cette notion de "trop", d'exagéré, d'excessif... Les hypersomniaques, les hyperactifs, les hypersensibles, les hyperchiants, les hypermarchés. Cela dit, on n'a pas fait dans la demi mesure : de rural on est directement passé à la case hyper rural, sans passer par la case super rural, comme pour le supermarché ! Personnellement, je me serai plus vue super rurale, comme super woman, plutôt qu'hyper rurale.

Au "pays des lois"

Je me moque, c'est facile. On comprend que Monsieur Bertrand bataille pour que soit prise en considération notre situation, à certains égards, plus fragile ou pour le moins plus ignorée. Il a peut-être raison de souligner l'impossibilité de nos territoires,



Sylvia Pinel et Alain Bertrand lors de la remise du rapport le 30 juillet 2014 - Crédits photo : MLET



La carte de l'hyper ruralité
(250 bassins de vie sont concernés)

	Hyper-ruraux	Autres
Bassins de vie	250 (15,2%)	1 394 (84,8%)
Population	3 418 364 (5,4%)	59 346 379 (94,6%)
Superficie approx. (km ²)	142 535 (26,0%)	404 853 (74,0%)

par manque de moyens, à faire face à l'ensemble des tracasseries administratives, aux diverses normes et obligations sans cesse plus nombreuses et souvent ubuesques... La centralisation à la française, car notre pays, que les chinois appelle le pays des lois, est celui qui, depuis des siècles, est le plus

prolixe en matière de textes réglementaires et législatifs, qui statuent sur tout. Il a vraiment raison, M. Bertrand, quand il montre en quoi toutes ces mesures réglementaires, ces logiques normatives, évaluatives, qui ne cessent d'être produites, ne font qu'accroître une forme de paralysie organisationnelle

qui plombe littéralement le travail des équipes municipales ou de toutes celles et ceux qui ont des velléités de transformation sociale. On a l'impression qu'une machine à faire de la norme travaille 24 heures sur 24, sans que plus personne ne la gouverne vraiment. Un bataillon de juristes, de grattes papier prenant leur pied à pondre le cadre de nos vies pour nous dire ce qu'il faut faire et ne pas faire.

De l'air !

On pourrait imaginer un village hyper déprimant où partout sur les murs de la commune, seraient affichés les diverses réglementations, les délibérations, les arrêtés, les motions, les dossiers à remplir, les évaluations à établir, les imprimés à saisir, les déclarations à fournir, les cases à cocher, les appels d'offres à lancer, les bilans à rédiger, les pièces à signer, et j'en passe, de toute cette littérature qui balise notre vie quotidienne d'élus ou simplement de citoyens.

De l'air ! Laissez nous respirer ! Laissez nous exister, donnez nous simplement les moyens de construire

nos vies, arrêtez de nous asphyxier, aidez-nous plutôt à nous prendre en main, pas de nous prendre par la main. Nous avons su ici ou ailleurs, montrer combien les zones hyper rurales pouvaient être hyper créatrices, hyper novatrices, hyper-motivées et aussi hyper-poil à gratter !

Crions tous d'une même voix : "Hyper-ruraux de partout, unissons-nous !".

Catherine Moulin

Cet article reprend l'essentiel du discours de Catherine Moulin prononcé lors de l'ouverture du festival Folie ! les mots, le 27 juillet 2014 à Faux-la-Montagne.

Le rapport de Monsieur Bertrand est téléchargeable sur le site www.territoires.gouv.fr

Je suis un être hypersensible
qu'est pas trop hypermotivé !



Requiem pour un parc

Et le Parc naturel régional, quoi de neuf ? Une petite fiction nous en donne des nouvelles. Fiction ? Pas du tout ! Il suffit de lire ce texte jusqu'au bout pour comprendre que cette séance a belle et bien été jouée telle quelle, il y a quelques mois...

Ceci n'est qu'une fiction...

A l'appel de l'Organisation, les 113 nouveaux représentants des filiales sont tous venus ; enfin, presque tous. Le moment doit être pris au sérieux. Il pourrait constituer un tournant délicat. Afin d'assurer le coup, le "Big Boss" a fait le voyage en personne. Même s'il en a vu d'autres, il sait qu'aucune partie n'est gagnée d'avance, si anodine qu'elle paraisse.

A la suite d'une sévère campagne d'évaluation, les équipes des filiales viennent d'être remaniées. L'étiquette veut qu'en pareil cas, la hiérarchie remette son sort aux suffrages des filiales. Elle s'expose ainsi au risque, il est vrai assez théorique, de devoir y laisser des plumes.

Dans le staff de l'Organisation, on s'accorde sur un point : le formalisme démocratique est tout à fait excellent, à condition d'être étroitement encadré. Le Big Boss et ses lieutenants comptent bien mettre à profit ce qui à leurs yeux doit rester une péripétie protocolaire, pour parachever une fois pour toute leur mainmise sur une zone qu'ils considéraient jusque là comme négligeable.

D'autant que les temps sont durs. L'Organisation gérée sous la férule du Big Boss vient de perdre de nombreuses parts de marché aux confins du territoire. Les factions concurrentes, même si on les sait d'expérience promptes à se contenter des miettes, pourraient finir par prendre de l'assurance.

Plus préoccupant, trop de petites filiales directement au contact de la population indigène semblent contaminées par cet esprit frondeur, dans lequel tout observateur sérieux ne peut voir qu'un regrettable frein à la marche des affaires.

Et puis le statu quo n'a que trop duré. Il est grand temps de faire le ménage. Il faut sortir les muscles et montrer à tous qui commande dans ce pays ! Opportunément, les statuts de la Division locale avaient été bien faits. La décision repose sur trois collègues : les caïds régionaux qui contrôlent l'essentiel des flux financiers, les intermédiaires départementaux, petits frères plus ou moins loyaux des précédents, et toute la piétaille des filiales, largement majoritaire, mais dont l'avis par une savante alchimie ne pèse en bloc pas plus lourd que celui des précédents. Reste à mener la messe à son terme. En l'absence d'autre candidat et de tout programme, la reconduction provisoire du vieux Président incamera l'indispensable "continuité". Pour ça, il suffira de le laisser entonner son chant favori : "On est tous dans le même bateau... l'avenir du territoire... nous devons nous serrer les coudes, etc.". Jusque là pas de problème. Tout se jouera ensuite sur l'élection du

Le formalisme démocratique est tout à fait excellent, à condition d'être étroitement encadré

Bureau : une vingtaine de comparses sélectionnés pour tenir les manettes de la joint-venture locale. Là, pas question d'improviser, la liste des candidats a été concoctée d'avance. Pour accentuer le fait accompli, on la projettera sur écran géant, imparable ! Pour faire bonne mesure, on y rajoutera s'il le faut quelques postulants de dernière minute. Ça fait "démocratique" et ça ne mange pas de pain. Pour plier l'affaire, il restera à faire élire les "vice-présidents". Ceux à qui l'on confiera les divers secteurs

"thématiques". Une "commission" par secteur. Quatre noms eux aussi choisis d'avance. Quatre membres notablement acquis à l'Organisation, des lieutenants du Big Boss.

Il y aura aussi des femmes dans la salle. Ces histoires de parité sont toujours un problème. Si par malheur, une de ces représentantes de filiale tente une diversion désespérée, par exemple en s'indignant de la composition exclusivement masculine de l'équipe, on la fera mentir en lui offrant un siège avec les autres dirigeants.

Si quelqu'un d'autre en vient à exiger le vote à "bulletin secret", on lui accordera que c'est un droit, "un droit auquel nul ne peut s'opposer". Ça se passera donc comme il le demande, à "bulletin secret". On lui précisera toutefois que, secret ou pas, le vote doit porter sur la liste en bloc. Pas question d'en exclure tel ou tel en rayant des noms.

Cette légère complication de procédure, volontairement évitée au départ, devra être organisée sur le tas. Elle réclamera un peu de préparation, suscitera un petit temps mort. Le Big Boss pourra s'en saisir pour asséner un de ces discours triomphateurs qui enfon-

cent le clou. Du genre : cette émanation locale de notre puissant appareil "doit recentrer ses activités sur ses fonctions régaliennes... Sa composition doit refléter les équilibres...". Dans la salle, tout le monde traduira "le pouvoir de décision sans partage de l'Organisation". L'unique liste de vice-présidents sera immanquablement élue. Sur le papier, le scénario paraît solide.

Il se déroulera d'ailleurs grosso modo comme prévu. Au sortir, profitant de l'anonymat permis par la procédure, et malgré les consignes plusieurs fois martelées, 36 filiales auront néanmoins choisi d'entacher la belle euphorie de la grande famille à nouveau en ordre de marche, en produisant des bulletins raturés. Légèrement agaçant, mais jusqu'à preuve du contraire, assez anecdotique.

A quoi peut bien renvoyer cette fiction de série télé mille fois rabâchée ? Dans quel milieu se déroule cet exercice de management hors sol parfaitement classique ?

... et cela n'est que le réel

La scène n'a rien d'original. Elle pourrait avoir lieu n'importe où. Pas besoin d'aller chercher dans les hautes sphères, passées ou présentes, de l'hyperpuissance : stalinocratie d'hier, coalitions mafieuses d'aujourd'hui, multinationales tentaculaires, lobbies et fonds d'investissement qui se jouent des frontières et du droit, etc. Les grosses ficelles de la "gouvernance" sont partout, infiniment disséminées et imitées.

Pas besoin d'aller chercher loin, en effet. Par une de ces coïncidences dont seul le hasard possède les clefs, notre histoire ressemble étrangement à celle du Comité syndical du PNR, réuni à Eymoutiers le 19 mai 2014 dans le but d'accueillir les nouveaux élus communaux sortis des élections du mois de mars.

Par habitude, ce "Comité syndical" est resté désigné ainsi, parce que son nom renvoie à une époque du passé où des habitants et des élus de la montagne limousine rêvaient d'une "union syndicale des communes". Dans les faits à présent, notre "Comité syndical" ressemblerait plutôt à une assemblée d'actionnaires qui se seraient fait fourguer des titres douteux.

Loin d'avoir su répondre aux attentes initiales, le Parc s'apprête à lâcher les quelques leviers dont il disposait pour peser dans la réalité locale. La nouvelle charte, en gestation depuis 2 ans, et qui le restera pour un an encore, verra ses versions successives naviguer entre le Plateau, la Région et l'État, jusqu'à ce qu'à coup de gomme, de compromis en concessions, vidée de toute substance, devenue parfaitement lisse, elle rencontre enfin l'agrément de toutes les instances qui se sentent fondées à se prononcer sur notre destin local.

Dans sa version provisoire actuelle, elle ne comporte déjà plus que des missions liées au patrimoine et à l'environnement. De méchantes langues diront "le décor pour les touristes". Fini l'économie locale ! Fini l'agriculture ! Fini la forêt ! Ces fonds d'intervention, et les pouvoirs de décision associés, passeront en d'autres mains ("Pays", "Communautés de communes" organisés depuis la périphérie du Plateau ou bien futures Méga-Régions commandées à partir des super-métropoles).

Quittant dubitatif la salle polyvalente d'Eymoutiers le 19 mai, un nouvel élu, qui se rappelait une certaine "plateforme de la montagne limousine" se murmurait à lui-même "Le Parc ne sera décidément plus ce qu'il n'aura jamais été !"

*Ikbin Irgeineiner
habitant du Plateau*



Philippe Gady

Nouvelles populations et développement local

Ce que nous apprend l'exemple cévenol

Sortons de nos querelles de clocher et allons voir ailleurs comment se vit le clivage "néos" et "natifs" qui a pollué dans certaines communes les dernières élections municipales. Direction : les Cévennes, cette haute-terre du sud-est du Massif Central que certains, parmi ses enfants les plus connus (les écrivains Jean-Pierre Chabrol, auteur en 1972 d'un pathétique *Crève-Cévennes* ou Jean Carrière, prix Goncourt 1972 pour le tragique *Épervier de Maheux*) diagnostiquaient mourante au moment où sont arrivés... les premiers néos. Une histoire qui a plus d'un écho avec celle du plateau de Millevaches.

C'est à un collectif composé de trois historiens, trois géographes et une anthropologue que nous devons une analyse fouillée sur les nouvelles populations des Cévennes, celles qui sont arrivées dès le début des années 1970 jusqu'à celles qui s'y installent de nos jours. Le titre du livre qu'ils ont consacré au sujet affiche d'office la couleur : *"Les Cévennes au XXI^e siècle, une renaissance"* (1).

La mort annoncée des Cévennes n'a pas eu lieu

L'un des auteurs, l'historien Patrick Cabanel, ne chipote pas sur les termes et parle carrément d'un "miracle" vécu en Cévennes dans les années 1970 et suivantes : "Les installations de jeunes étrangers à la région et aux traditions rurales ont transformé le visage des Cévennes, leur culture, leur psychologie collective. Curieusement, c'est au moment même où les constats de décès, universitaires ou littéraires, se multipliaient, qu'un processus inverse se faisait jour. Une immigration sans précédent, littéralement à contre histoire, surgissait, qui a constitué un tournant dans le destin des Cévennes, autant par son propre effet que par le retournement symbolique qu'elle a mis en œuvre : elle a annoncé et nourri un changement d'image de cette France rurale en cours de désertion, le début d'une revitalisation, observable dans nombre de communes dès le recensement de 1982 qui a été reçu, notamment en Lozère, comme un petit coup de tonnerre."

Ferments de modernité

L'historien Philippe Joutard note pour sa part que la vie associative et le développement de réseaux "dans un pays pourtant individualiste et menacé par la dispersion" est un autre indice encourageant de la renaissance cévenole, portée là aussi par de nouveaux habitants : "Les néo-Cévenols n'ont pas seulement redonné vie à des hameaux en voie de disparition, contribuant à maintenir des écoles et parfois même à les rouvrir, ils ont aussi été ferments de modernité conduisant à une économie plus adaptée au XXI^e siècle". Et de citer les actions menées avec succès en matière de labellisation et de commercialisation de produits agricoles (le fameux pèlardon par exemple), de communication (Radio Inter-val, une radio associative), de culture (Cinéco, un cinéma itinérant), etc. Le phénomène n'a pas touché les seules Cévennes, même si elles représentent sans doute un cas d'école. Comme le précise Patrick Cabanel, "au même moment, d'autres choisissaient, pour les mêmes raisons, l'Ardèche, l'Ariège, les Hautes-Alpes, les Corbières, voire le plateau de Millevaches."

Une société mélangée

La progression démographique initiée au début des années 1970 s'est poursuivie jusqu'à nos jours avec un effet d'entraînement que montre très bien Patrick Cabanel : "L'immigration des 'néos' a rendu nécessaire le maintien ou le retour d'un certain nombre d'activités dans les secteurs public et privé, enseignants nommés dans les écoles rouvertes, agents de la Poste, commerçants, artisans..." Des spécialistes parleront même, pour certaines vallées, de "repeuplement" ou de "substitution démographique". Ce renouveau rend à nouveau attractif le territoire et l'installation de retraités. Ceux-ci, généralement des originaires, forment une autre strate importante de ce qui, dans leur cas, peut vraiment s'appeler un retour au pays. Avec le recul de presque un demi-siècle, l'historien explique : "La simplicité présumée de la société des années 1970 avec les 'vieux' Cévenols face aux jeunes 'hippies', sous le regard



Le resto-bistrot de l'association Épi de mains au hameau de l'Espinass, en Cévennes

de quelques fonctionnaires et gendarmes, a laissé la place à une société beaucoup plus mélangée et complexe dans ses origines géographiques et sociales, ses identités, ses valeurs, ses ressources, ses modes de déplacement et de vie." Les profils des "néos" se diversifient. L'anthropologue Françoise Clavairolle explique que les nouveaux arrivants des années 1980 et 1990 "contrairement à leurs prédécesseurs qui pour la plupart avaient improvisé leur arrivée, sont des porteurs de projets ayant préparé en amont leur installation, que ce soit dans le domaine de l'agriculture, de l'artisanat ou dans celui de l'accueil, secteur alors en plein essor." Ils sont les pionniers d'une agriculture non productiviste et vont introduire dans le pays "toute la panoplie des formes collectives de production, de transformation et de commercialisation" qui présuppose une certaine vision du monde. Élargissant le champ de vision, Philippe Joutard analyse : "Le pire, c'est la massification, l'uniformisation, une mondialisation débridée et sans règle, dominée par les puissants. Modestement, mais fermement et obstinément, nos pays s'inscrivent en opposition radicale à ce modèle, sans pour autant rejeter la modernité."

Le renouveau de l'utopie : décroissance et autarcie

Plus récemment, une nouvelle forme d'installation a été repérée dans les Cévennes. Françoise Clavairolle explique : "C'est au début des années 2000 qu'apparaissent des installations en dehors de tout cadre réglementaire. Sur des terrains parfois mis à disposition par des sympathisants, des parcelles squattées ou achetées à bas prix car elles ne sont pas viabilisées et se situent dans des zones escarpées, sont dressés des tipis ou des yourtes, édifiées des cabanes en pierre, en bois et même en paille (...). Comme leurs prédécesseurs, ces "nouveaux autarciques" sont des urbains qui fuient une société qu'ils jugent totalement sclérosée par le contrôle social et le consumérisme." L'anthropologue les appelle des "néo-néos" et explique : "Ces formes alternatives d'habitat procèdent d'une démarche



Bureaux de la SCIC Bois2mains et de l'association Épi de mains



Stage pierres sèches

politique, porteuse d'un idéal de société.* Une histoire qui, sous des formes sans doute un peu différentes, était déjà celle des néos des années 1970. Ces installations ont parfois suscité des rejets voire des procédures judiciaires (expulsions, procès...), à l'instar de ce qui s'est passé en Limousin autour des fameuses yourtes de Bussière-Boffy.

Xénophobie à court rayon d'action

Patrick Cabanel propose ensuite une analyse des comportements électoraux de ces différentes populations. Il met en évidence l'influence de la religion, une spécificité en Cévennes où la carte des guerres de religions est la même. 300 ans plus tard, que celle du vote à droite (zone catholique) ou à gauche (zone protestante). Mais, nouveauté des dernières années, il relève surtout le grignotage du Front national qui s'installe petit à petit dans des cantons ruraux jusqu'alors épargnés par le vote d'extrême droite. L'historien explique : "Il est significatif d'observer que ce vote FN ne cible pas spécialement les "arabes", mais surtout de nouveaux "néos", qui ont mis en place un festival de rock alternatif renommé, les Transes cévenoles, et les "assistés", des jeunes Français "de souche" venus s'installer dans les centres dégradés de ces vieilles villes et vivant partiellement au moins du chômage, du RSA et de diverses allocations (...). On est tenté d'échafauder l'hypothèse d'un autre type de vote FN : il ne serait pas tant xénophobe, raciste, islamophobe, ici, mais relèverait d'une "xénophobie" à plus court rayon d'action, visant aussi bien l'étranger européen, le bobo ou le miste urbains, l'habitant d'une yourte, le "néo" façon "Notre-Dame des Landes"⁽²⁾. Un scénario dont le plateau n'est pas tout à fait indemne comme le montre le résultat des dernières élections européennes (voir IPNS n°47), mais qui peut aussi se manifester par d'autres votes que le vote FN comme on a pu le voir dans le cas de Gentioux, si l'on suit l'analyse de Roger Fidani (voir encadré page 10). Bref ce qui s'est manifesté dans certaines communes du plateau au cours des dernières municipales a pris en Cévennes un visage plus explicite. Mais, que le FN gagne des voix ou que des candidats issus d'autres partis (y compris dits de gauche) adoptent des positions identiques, n'est ce pas la même chose ?

Michel Lulek

(1) Les Cévennes au XXI^e siècle, une renaissance, sous la direction de Patrick Cabanel, éditions Alcide / Club Cévenol, 2013.

(2) Sur le sujet lire l'article d'Antoine Guiral paru dans Libération du 7 octobre 2012, curieusement intitulé : "Le FN contre les blaireaux", ils sont décidément partout ceux-là ! Cf. http://www.liberation.fr/politiques/2012/10/07/le-fn-contre-les-blaireaux_851517. Photos : SCIC Bois2Mains



Soirée de l'association



Intérieur du bistrot



Hameau de l'Éspinas

Cévennes : petites fleurs contre mémoire politique

Les Cévennes aussi ont leur parc. Le leur est national et a été créé en 1970. Mais les Cévennes ont aussi une espèce de Think tank - groupe de pression qui s'appelle "Le Club Cévenol". Cette société d'originaires créée en 1894 a longtemps été une société savante (ce qu'elle est toujours), mais a su évoluer pour devenir un lieu de réflexion et de propositions pour l'avenir du territoire. Selon un de ses anciens présidents, l'historien Philippe Joutard, "Tout projet d'avenir de ce pays ne doit pas tendre uniquement à sauver une Nature, mais une Culture." C'est pourquoi l'association a démarché l'Unesco pour inscrire les Cévennes au patrimoine mondial de l'humanité comme "terres de résistance". Patrick Cabanel (l'actuel président du Club Cévenol) justifie : "On trouve dans l'héritage des Cévennes un certain rapport à l'histoire et à la mémoire, une exigence de liberté et de résistance, d'abord au sens propre de ce dernier mot : résister, c'est rester, tenir bon ; ne pas céder à la pression, quelle qu'elle soit (ce peut-être une marchandisation ou une consommation)." Malheureusement l'Unesco n'a pas suivi les fougueux historiens du Club Cévenol

et a préféré inscrire les Cévennes au patrimoine mondial de l'humanité pour... son "paysage issu du système agro-pastoral" ! Philippe Joutard se rebiffe : "Cet intitulé enferme les Cévennes dans le passé, et encore, une partie seulement de ce passé. Il ne traduit pas le dynamisme de nos régions qui leur ont permis de se redresser. Cette inscription permettra sans doute de protéger des paysages, mais sans traduire les véritables raisons de l'attraction de nos régions." L'histoire n'est pas sans rappeler les débats autour des missions de notre parc naturel régional local. Réduire un territoire au patrimoine et à l'environnement et la seule institution qui l'incarne (le PNR) à leur conservation et mise en valeur, c'est un peu ce qui est arrivé aux Cévenols avec le label Unesco. Si la charte du Parc se rapetisse aux seuls objectifs que veulent bien lui concéder les calds régionaux (Cf. "Requiem pour un parc" page 9), il faudra bien trouver ailleurs les moyens d'incarner ce qu'est, vraiment, le plateau de Millevaches vivant et réel. On pourrait conclure avec les mots de Philippe Joutard qui imagine les Cévennes de demain : "Utopie peut-être, mais il y a des utopies créatrices."

À Gentioux, qui sont ceux qui ne respectent pas la loi ?

Les élections passées, la nouvelle maire de Gentioux continue à accuser des "populations nouvelles" de ne pas respecter des réglementations qui devraient s'appliquer à tous... Réaction de Pascal Durand, "nouvel habitant" installé depuis 23 ans sur le plateau, fils, petit-fils et arrière petit-fils de paysan (quelle étrangeté !) et agriculteur visé par les récriminations de l'édile.

Que n'a-t-on pas entendu ou lu lors de la campagne électorale et après. Honnêtes gens, rendez-vous compte, ces "gens" ne respectent pas la loi ! Ils vont se mettre en danger et nous avec ! Il faut intervenir pour le bien de tous et pour que ce ne soit pas toujours les mêmes qui travaillent pour les autres !

À qui la faute ?

Pourtant à toutes les accusations avancées on peut répondre : mais à qui la faute ?

"Ils n'avaient pas à construire des bâtiments agricoles et des habitations là où ils l'ont fait, sur des terres agricoles !" - La Direction départementale des territoires n'aurait donc pas fait son travail en délivrant un permis de construire en bonne et due forme ?

"Ils vendent des produits sans traçabilité. Il risque d'y avoir un drame, une intoxication !" - Le laboratoire départemental et les services vétérinaires délivreraient donc à la légère les autorisations de mise sur le marché de produits alimentaires ?

"Des enfants ne vont pas à l'école. Il faut les obliger à y aller !" - Les inspecteurs d'Académie qui contrôlent les enseignants dans les écoles et qui sont les mêmes qui contrôlent les parents faisant l'instruction en famille, auraient donc manqué à leur devoir ?

"Ils ne respectent pas l'environnement !" - Les brigades environnementales, unité spéciale de la Gendarmerie qui connaissent bien le secteur où nous sommes implantés et le Conservatoire des espaces naturels du Limousin qui gère de nombreux terrains au même endroit ne se seraient donc rendu compte de rien en traversant les taillis et les tourbières ? Les services sociaux, qui se rendent dans les familles bénéficiaires du RSA et les familles qui font l'instruction à la maison auraient donc fermé les yeux sur des conditions d'hygiène déplorables ?

Mais qui ne respecte pas les lois ?

Ce sont pourtant les mêmes qui portent ces accusations et n'appliquent pas des réglementations qu'ils connaissent pourtant fort bien.

Ainsi, de la loi sur la "distorsion de concurrence", qui régit les conditions d'installation des artisans et commerçants sur une commune, afin de ne pas pénaliser les activités déjà existantes. Quand l'épicerie de Gentioux a fermé, des consommateurs et des producteurs vendant sur le marché ont fait en sorte d'être présents dans le bourg avec du pain et de nombreux produits de base. Un petit local temporaire a été loué, mais, à la grande surprise de beaucoup, lorsque l'épicerie est devenue disponible elle n'a pas servi à conforter ces nouvelles activités mais a permis d'étendre l'activité d'un commerce d'une commune voisine.

Qu'en est-il des règles entre une collectivité et une association ? Madame la Maire n'est-elle pas juge et partie, quand, présidente de l'association Arts Scène, elle présente et vote sa propre subvention et qu'elle organise un repas communal avec son association ? Pourtant des règles sont à respecter en matière de procédure et de transparence pour éviter la prise illégale d'intérêt.

De même pour la loi sur "les terres incultes ou manifestement sous-exploitées", qui oblige les propriétaires de terrains agricoles à, soit les mettre en valeur, soit les louer à un agriculteur si l'un d'eux est intéressé. Cette procédure qui s'étale en général sur deux ans peut être demandée par un individu ou une collectivité afin que des terres agricoles qui partent à la friche puissent être cultivées ou entretenues. Cette idée a systématiquement suscité une levée de bouclier quand elle a été évoquée lors de plusieurs réunions. Bref, terres agricoles et locaux commerciaux ne seraient pas destinés à ceux qui veulent travailler ici !

Information sélective

La lettre de la mairie paraît plus souvent qu'avant, mais, par souci d'économie, elle n'est plus envoyée aux citoyens par le service public de la Poste. Certains ne l'ont donc jamais entre leurs mains tandis que d'autres la reçoivent dans leur boîte aux lettres selon une étrange sélection dans la diffusion... Gentioux est sûrement la seule commune de Creuse où une partie de la population est contrainte d'aller chercher l'information municipale et de deviner à quel moment elle paraît. La commune organise un repas dit citoyen pour tous les habitants de Gentioux-Pigerolles, louable initiative, mais des bulletins d'inscriptions ont été distribués à certains habitants et pas à d'autres... Ainsi tous les citoyens ne sont pas traités de façon égalitaire.

Communiquer de façon sélective pour créer des tensions, c'est facile. Diviser pour mieux régner et faire peur pour rendre agressif, on connaît. Faire peur avec des choses étrangères, c'est de la manipulation. Faire peur avec des gens qu'on voit depuis dix ans... c'est au minimum de la malveillance.

Pascal Durand

Certains concitoyens de Gentioux-Pigerolles reconnaissant leurs propos ou leurs éclaircissements qui ont permis de recouper les informations qui circulent.



Gentioux : retour sur une élection

On dit sur le Plateau que la Montagne limousine est terre de migration, une terre trop pauvre pour un repliement sur soi. Hier, le rural est donc parti vers la ville où le mouvement ouvrier l'a accueilli et lui a transmis les valeurs de partage et de solidarité. Revenu "au pays" le migrant a contribué, au fil du temps, à enraciner sur le territoire une tradition d'accueil et d'ouverture. Cette tradition, où le communisme municipal a puisé ses forces, a été, il faut le dire, malmené à l'occasion de l'élection municipale.

Avec la mise à l'index d'une partie de la population, un clivage malsain, fondé sur le rejet de l'autre et de la différence, s'est instauré et, qu'il nous faut, ensemble, dépasser. Je le dis, mais sans esprit vindicatif, ce n'est pas acceptable. Surtout, dans un contexte où les valeurs les plus essentielles de la République sont mises à mal par l'extrême-Droite, dont les comportements discriminatoires tendent à se banaliser.

Pourtant Gentioux-Pigerolles ne souffre d'aucune invasion barbare, d'aucune occupation incontrôlée. Ce clivage doit donc être interrogé pour ensuite voir comment réengager la confiance entre tous en s'attachant à faire du collectif, de la mise en commun au lieu de la discorde et du conflit. De mes lectures, de ce que l'on dit ici et là, trois aspects au fondement de ce clivage ressortent nettement : les modes de vie ; les associations citoyennes ; les bénéficiaires du RSA.

Il y a une réelle intolérance à l'égard des modes de vie qui diffèrent des modes de vie traditionnels. Pourquoi cet état d'esprit ? Car au nom de quels principes, de quelles normes doit-on vivre tous selon les mêmes standards ? Doit-on rejeter des façons de vivre différentes ? Faut-il, pour avoir une place et un rôle reconnus, se dépouiller de sa personnalité, de sa perception de vie personnelle, de toute particularité dans son mode d'existence ?

Un tel état d'esprit est tout le contraire du principe républicain qui considère les citoyens à égalité de traitement quelle que soit leur condition sociale

et leur manière de vivre. Une vision unanimiste de la vie en société relève tout simplement du totalitarisme et ce n'est donc pas acceptable. La diversité humaine doit être respectée. La vie rurale évolue et c'est tant mieux. Elle ne peut, sans dommage, s'apparenter à un horizon qui fixe ses habitants à une place et à une identité définies une fois pour toutes. Autrement point de projet.

Or, tant de monde le sait ici : avec une population vieillissante, l'avenir de la commune dépend, pour une part, de l'accueil de nouvelles populations car la démographie favorise la croissance des régions. L'activité économique, sociale, culturelle se développe davantage là où il faut répondre aux besoins d'une population plus nombreuse et diverse. C'est une raison primordiale pour refuser une commune des mêmes. Tout au contraire, il faut s'attacher à faire du collectif dans la diversité ; à cultiver le goût des autres qu'ils, qu'elles soient originaires d'ici ou d'ailleurs, en mêlant, dans le respect des uns et des autres, des générations, des cultures, bref, tout ce qui contribue à une identité plurielle, à bâtir "un vivre ensemble" citoyen et hospitalier. Autrement dit : mouvement et non immobilisme, solidarité et non rejet.

Roger Fidani

Ce texte est un court extrait d'un document plus complet et détaillé que Roger Fidani a consacré à l'analyse de l'élection de Gentioux. On peut se le procurer auprès de l'auteur : Roger Fidani, La Lezioux, 23340 Gentioux.

À Eymoutiers, petite leçon (mouvementée) d'histoire politique

Dans le dernier IPNS, nous citions (page 9) Daniel Perducat, maire PS d'Eymoutiers, selon lequel il n'y avait pas eu d'opposition au sein du conseil municipal depuis 30 ans. La perspicacité de l'historien nous apprend que cette situation a duré bien plus longtemps. Sans que la sérénité n'ait régné pour autant.

Pas d'opposition au conseil depuis 30 ans ? Revoyons ça de plus près s'il vous plaît !

1983 : Daniel Perducat (PS), adjoint de Jean Fraisseix (divers gauche), bat Jean-Pierre Faye (PCF), son actuel premier adjoint. Aucune opposition élue, le tract du troisième vomissant le second (et par conséquent le premier) serait aujourd'hui à pisser de rire ! Effectivement, il n'y a jamais eu d'opposition au conseil municipal, pas plus il y a 30 ans que 100. En 2014, c'est une nouveauté, que nous devons aux "néos" of course ...

Jusqu'en 1940

À Eymoutiers, donc, à l'exception notable de 2008, il y a toujours eu au moins deux listes aux élections municipales, selon les principes suivants :

Dans les années 1870-1900 : une liste républicaine radicalo-progressiste (?) contre une liste conservatrice-cléricale-(et / ou) royaliste. Les premiers (Docteur Pradet) chassent les seconds (Maître Nony) de la mairie en 1878 et interdisent dare-dare les processions et autres ostensions. Waouh !

En 1908 et 1919 : une liste socialiste (Jules Fraisseix) – contre la liste radicale sortante. Les premiers chassent les seconds en 1919, mais voilà qu'arrive le Congrès de Tours et là commence la bolchévisation. Des idées qui venaient de loin ? Pas vraiment en fait.

Dans l'entre-deux guerres : une liste communiste (Jules Fraisseix) contre une liste socialiste (son ancien adjoint). Les premiers chassent les seconds en 1925 (mon "pépé" Antoine est élu, il a 30 ans). Remarquable : le noyau des deux listes avait collaboré sans problème, battu ou élu, depuis 1908.



Après 1945

Dans les années d'après-guerre : toujours deux listes, une communiste et une socialiste. Les seconds ne réussissent pas à renverser les premiers (1947 : mon "pépé" revient).

De 1878 à 1961, les Pelauds ont toujours choisi la plus à gauche des listes. Après, ça se complique.

De 1962 (élection partielle) à 1971 : deux listes communistes. Les dissidents battent toujours les orthodoxes.

En 1971, des socialistes rejoignent les communistes indépendants. Le Dr Jules Fraisseix (qui venait de la SFIO) leur avait fermé la porte en 1925. C'est son neveu, Jean, qui l'entrouvre à nouveau.

Dans les années 1970-1980 : deux ou trois listes, avec en 1977 la réapparition notable de la droite (RPR), cette fois officiellement (dans les années

1930, elle s'intitulait "Républicains de gauche", dans les années 1945-1950, elle s'alliait aux socialistes). À y bien regarder, tout le monde était donc DE GAUCHE. 1977 : mon "pépé" s'en va (82 ans).

Jules Fraisseix, l'opposant de 1908

En 1989, il y avait des communistes de diverses sensibilités sur 3 listes ! Certains s'alliant au PS de Perducat, nouveau maire, avec cette évidence : depuis 1959, aucun communiste encarté n'a pu être élu. Pour ce faire, il aura fallu soit quitter le parti, soit se renier, parfois les deux d'ailleurs. Il y en a qui sont toujours là en 2014, mais qui ne ressemblent pas à mon "pépé".

... And so on, jusqu'en 2014. Durant toutes ces décennies de panachage démocratique, les Pelauds avaient

toujours élu les listes gagnantes entières ! Seule exception : 1908, Jules Fraisseix est élu unique de la liste socialiste ! Forme l'opposition à lui tout seul, les registres de délibérations sont passionnants à cet égard. Autrement résumé, durant plus de 100 ans, plus de 80 % des Pelauds votaient toujours liste entière. Les choix étaient très tranchés.

2014 : Eymoutiers accède au rang de "grande" collectivité avec la fameuse proportionnelle que l'on connaît, qui permet d'attribuer 2 sièges sur 19 à la liste ayant réuni un quart des voix ! Ça, c'est de la démocratie ! Mais grâce à cette grande réforme, le conseil municipal d'Eymoutiers a ENFIN une opposition. Jules Fraisseix peut ainsi dormir en paix, il ne restera pas seul opposant pour l'Histoire. (Si j'ai bonne mémoire d'ailleurs, la liste "une commune en commun", ouais, bof ... a toujours proclamé qu'elle ne se voulait pas "d'opposition" !)

Et pis, log alors ... Que ce serait-il passé si on avait pu panacher à Eymoutiers en 2014 ? Il y a fort à parier que les stylos auraient beaucoup plus fonctionné que par le passé, et que certains élus n'auraient pas obtenu 75 % des voix comme leurs colistiers...

Michel Patinaud

Digression : mon pépé Antoine a toujours été un natif-néo, ou l'inverse : en 1925, il était "étranger" car venant de Domp, et en 1947, il revenait de Faux-la-Montagne, après un passage à Peyrelevade ! En 1959, il pouvait cependant se considérer comme "natif". À l'époque, l'un ou l'autre ne posait vraiment aucun problème (il faut dire que mon pépé ne buvait pas du cidre bio, lui !).

À Bujaleuf, le blaireau était viking !

L'inénarrable maire de Bujaleuf, traqueur de blaireaux et fournisseur officiel de mascotte pour IPNS, est né en... Normandie. Ses parents sont de ces Normands venus dans les années 1960 repeupler les fermes limousines. On n'en avait pas vu depuis les Vikings sur la Maulde, c'est dire !

Exposition du groupe RADO

Ce qui ne se voit plus à Tulle se voit encore à Vassivière

RADO, un groupe de neuf artistes, a travaillé pendant 3 ans à l'invitation de Peuple et Culture Corrèze, dans le pays de Tulle et sur le plateau de Millevaches sur le thème "Ce qui ne se voit pas". Deux expositions leur ont permis de présenter le résultat de leur travail, l'une à Tulle, qui s'est terminée le 12 août, l'autre au Centre d'art et du paysage de Vassivière jusqu'au 2 novembre.

Une visite à Vassivière vous permettra :

- de voir au travail les ouvriers d'un centre de tri de déchets recyclables près d'Argentat, filmés par Maxence Rifflet et Antoine Yoseph. Le bruit, la vitesse d'exécution des tâches ont de quoi surprendre ceux, nombreux, qui n'ont jamais visité un tel site.
- de méditer devant la projection des 90 photos de Maxence Rifflet sur le thème des pendus de Tulle.
- de visualiser, grâce aux deux cartes sur verre réalisées par Madeleine Bernardin Sabri, les "différences d'échelle vertigineuses entre exploitation locale et gestion industrielle du bois". La jeune artiste a approfondi sa prise de conscience des enjeux de la forêt de Millevaches en participant à la réalisation du "Rapport sur l'état de nos forêts et leurs devenir possibles" (Cf. IPNS n°45).

- de réfléchir au "désir d'autonomie" grâce au film de Marie Preston qui donne la parole au petit-fils de Jacques Bourdarias et à Jean-Claude Chataur.
- de découvrir les dessins des élèves de trois écoles primaires sollicités par Fanny Beguery et Adrien Malcor sur le thème des machines et des outils.
- d'être étonné par "la divagation sonore et visuelle" de Claire Tenu et Fanny Beguery sur le thème de l'accordéon, dans le phare de l'île de Vassivière.

Le pari consistant à mettre des moyens d'expression artistique au service d'une solide enquête documentaire de terrain est parfaitement réussi.

Jean-François Pressicaud



En Limousin, et sur le Plateau en particulier, les établissements sanitaires et médico-sociaux accueillent un nombre important de patients et fournissent de nombreux emplois. C'est un monde pourtant inconnu de la plupart d'entre nous. C'est tout l'intérêt de la visite critique que nous en proposons, côté coulisses, une ancienne soignante qui a travaillé dans ce secteur où l'on découvre la face cachée de ce qu'on appelle la "démarche qualité".

La qualité des soins en question

"La démarche qualité" : sommes-nous devenus des hamsters ?

"La démarche qualité est un processus d'amélioration continue, sur la base d'un contrat passé entre le candidat et un organisme certificateur." Telle est la définition lapidaire donnée par Wikipédia. Aujourd'hui, la démarche qualité est surtout un outil managérial ISO 9001, utilisée dans l'industrie depuis plus de vingt ans. Elle procède du "management participatif", stratégie qui vise à donner au salarié le sentiment d'adhérer librement à des valeurs et des contraintes qui ont été fixées par avance. De surcroît, dans le domaine du soin à la personne, il s'agit d'être particulièrement vigilant quand on cherche à standardiser et certifier des procédures qui se doivent, d'abord, être personnalisées.

Quelques arguments de psychanalystes et de sociologues

"En matière de santé, comme ailleurs, l'objectif est d'amener à une standardisation du travail, afin de pouvoir comparer, et mettre en concurrence, tout type d'institution privée ou publique dans un contexte de marchandisation globale. Le but n'est pas d'améliorer, mais de normaliser et contrôler. La rationalisation de la démarche qualité, c'est à dire le découpage du travail de façon à montrer ce que chacun doit faire, et comment le faire, est opérante pour ce qui est des métiers techniques qui s'y exercent, mais occulte totalement la dimension relationnelle, avec les conséquences multiples pour l'usager qui y est soumis."

Ce système pourrait s'apparenter à un "taylorisme remastérisé", non sans rappeler l'organisation hospitalière "centrée sur la tâche" des années 1970, avec sa hiérarchie quasi militaire (galons, cocardes, étoiles pour les surveillants, surveillants-chefs, surveillants généraux...). Les soignants étaient de bons (ou mauvais) soldats, effectuant des tâches en série auprès d'objets de soins, dont la dimension humaine était totalement niée : la prise de sang du 26, la toilette de la péritonite du 22...

Dans le même temps, on commençait déjà à enseigner dans les IFSI (Instituts de formation en soins infirmiers) d'autres formes de pratiques soignantes. Des humanistes comme Abraham Maslow, Carl Rogers et Roger Mucchielli, guidaient la réflexion des étudiants. Mais aussi des soignantes et théoriciennes de soins telles Virginia Henderson, Hildegard Peplau, Martha Rogers, qui s'exprimaient pour redéfinir la philosophie des soins. On pensait empathie, relation d'aide, non directivité, patient au centre et soins holistiques en trois dimensions (bio-psycho-sociale). Nous n'avions pas forcément les moyens nécessaires pour réaliser un bon travail, mais nous y croyions !

Marthe et Angélique

C'est dans les années 1990, avec cette base de valeurs consensuelle, que les managers ont initié la démarche qualité dans les hôpitaux, avec accréditation puis certification à la clé. Dans le secteur médico-social c'est la loi 2002-2 de rénovation des établissements médico-sociaux qui l'a faite entrer dans les institutions sanitaires et sociales, dont les Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) font partie. Je me souviens des étapes qui ont précédé la mise en place de ce processus. Nous avons dû avaler MARTHE, puis son gros

bébé ANGÉLIQUE, le référentiel de la démarche qualité, qui allait servir à nous auto-évaluer. Très vite le "taylorisme" a titillé nos neurones et freiné notre enthousiasme spontané. Les anges peuvent cacher des démons et nos acronymes bibliques ne sont pas restés longtemps en odeur de sainteté !

Le référentiel ANGÉLIQUE est un questionnaire composé d'items qui balaient tout le fonctionnement d'un Ehpad, avec les valeurs qui le sous-tendent. Ainsi le droit des usagers, la globalité de la prise en charge, l'humanisme, l'éthique du soin, les libertés individuelles et, bien entendu, l'hygiène et la sécurité. Ses questions sont fermées, sous la forme de cases à cocher avec, ça et là, quelques observations possibles - mais l'idée est d'avancer rapidement dans l'exercice.

Des groupes de travail sont constitués afin de répondre aux différentes rubriques. La manipulation consiste à laisser autonomie et liberté au personnel de s'inscrire dans ces groupes. Mais qui aurait le courage de ne pas participer à renforcer des valeurs qu'on a soi-même plébiscitées ? D'affronter la vindicte publique, en l'occurrence celle de ses collègues, et la réprobation de

la hiérarchie ? L'image qu'on va donner devient prioritaire, comme l'a si bien décrit Maslow : nous avons tous besoin de satisfaire notre appartenance au groupe !

La démarche qualité véhicule l'idée que tout est maîtrisable et ignore superbement le travail réel

Bienvenue les qualitiens...

Afin de dynamiser cette démarche en continu, les institutions se sont dotées de professionnels : les qualitiens. Ils sont généralement jeunes (la profession est récente), organisés, formatés, sûrs d'eux et enthousiastes. Un peu désarçonnés quand même par ces personnels soignants, râleurs, brouillons, rebelles, ne supportant pas de rester assis trop longtemps à écouter, quand, par ailleurs, le travail réel n'avance pas. Patiemment et avec conviction, ils vont rappeler à ces "rustres" les valeurs qui vont les fédérer : le droit des usagers, l'éthique du soin, le patient au centre, etc. La méthodologie apparaît neutre alors qu'elle implique une simplification des problématiques rencontrées dans le travail réel. Ainsi en est-il de "l'impensé relationnel", terme psychanalytique qui englobe toute la dimension du soin relationnel non évaluable quantitativement, non pris en compte en tant que valeur marchande, donc non évalué dans le référentiel.



Paperasse d'abord !

Le bon petit soldat qualitién, ne sort pas tellement de son bureau. Il ne voit pas qu'à l'heure du repas, la fiche de poste de l'agent hospitalier, dont les tâches codifiées, entérinées par les agents eux-mêmes ne comportent aucun acte soignant, vole en éclats pour cause d'humanisme. On ne peut quand même pas laisser l'aide-soignante toute seule pour faire manger 15 personnes... Mais si, par hasard, le qualitién vient à le constater, il ne peut pas l'approuver. La démarche qualité n'admet pas les glissements de poste, dira-t-il sérieusement au cadre de santé, qui se culpabilisera de ne pas appliquer à la lettre la fiche de poste.

Quand vous arrivez au bout du travail d'évaluation et d'amélioration de la qualité, on vous explique qu'il va falloir recommencer pour vérifier. C'est l'évaluation de vos pratiques. L'important est que cette démarche doit être continue. Son illustration est la roue de Deming, autrement dite, roue de la qualité, cercle vertueux de Deming, et... roue du hamster pour les mauvaises langues.

P. A. V. R.

P. A. V. R. : planifier, agir, vérifier et réagir. Et on recommence sans fin, sans possibilité de prise de recul. Le personnel, qui ne prend pas de recul vis à vis d'une situation n'a pas la capacité de voir la réalité, à savoir que le fonctionnement institutionnel ne change pas vraiment et que la démarche qualité est essentiellement une stratégie de communication, indépendamment du travail réellement effectué. L'objectif étant de normaliser et standardiser, les valeurs mises en avant n'étant là que pour faire

consensus.

La pression sur le personnel est constante, non sur le travail réel accompli, mais sur la nécessité de réaliser tout ce qui est évaluable : outre l'auto-évaluation, la réalisation et mise-à-jour de protocoles, l'élaboration de fiches de postes et de documents de traçabilité... La finalité n'est pas l'usager, censé être au centre, mais l'évaluation externe, réalisée par des experts, et dont dépendra la réputation de l'établissement, et son financement.

Et les conséquences alors ?

Certains auteurs parlent de la perte du plaisir de travailler, associée à la perte du plaisir de penser, en arguant du gouffre qui sépare le travail réel du travail prescrit. Le travail prescrit est une somme de tâches à exécuter, avec les obligations inhérentes à la réalisation de ce travail. Le travail réel est ce à quoi un travailleur doit faire face, mais qui n'est pas pris en compte dans le travail prescrit, tant sur le plan matériel qu'immatériel. Les réactions des résidents ne peuvent être prévues à l'avance et mobilisent l'intelligence relationnelle des professionnels bien au delà de ce que les protocoles ont défini. Le réel dérange ce que le travail prescrit avait si bien ordonné. Pourtant la démarche qualité véhicule l'idée que tout est maîtrisable et ignore superbement le travail réel.

La démarche qualité sert aussi à masquer le manque de moyens alloués à ces institutions, de même que les chartes (par exemple celle des droits et libertés de la personne âgée dépendante). Ce ne sont que des documents encadrés ou rangés dans des classeurs

Les soignantes et la cathédrale de papier

Scènes ordinaires de la vie dans un établissement médico-social

qui n'ont pas vocation à servir d'autres buts. Les valeurs prônées sont des faire-valoirs d'un outil destiné à cacher l'indigence de la prise en charge : sous-effectifs, manques de moyens matériels... au regard des pathologies recensées dans ces établissements avec les soins qu'elles requièrent. Exemple : on règle le problème des maltraitances – le plus souvent passives (par manque de moyens) – en établissant une charte de bien-traitance, en formant le personnel à cette bien-traitance, et on occulte les moyens matériels et humains nécessaires à la résolution du problème. Résultat : un peu plus de culpabilisation des professionnels et de pression sur leurs pratiques. On peut citer bien d'autres conséquences liées à cette logique gestionnaire : la pression, voire le harcèlement subi, entre autres, par les cadres intermédiaires que sont les cadres de santé.

La peur et la tricherie.

La démarche qualité fait peur, en ce sens qu'elle augmente considérablement le nombre de prescriptions à respecter, puis, la preuve que ses exigences sont respectées est formalisée à l'extrême sous forme de cases "Oui ou Non" à cocher, sans possibilité de nuancer. C'est sur ces prescriptions que le personnel est évalué. La démarche qualité "joue comme une menace". Le fait de ne pas tenir compte dans la démarche qualité du travail réel ne l'empêche pas d'exister. Alors, le personnel, le plus souvent par manque d'effectifs, fini par tricher avec les procédures. Qui n'a pas signé une fiche de ménage non-réalisé, faute de temps ? Qui respecte vraiment un protocole, le plus souvent inadapté, rangé dans un classeur et oublié ? Qui n'a pas assisté à une évaluation externe avec, ce jour là, un personnel conséquent et policé ?

Brève conclusion du hamster qui va quitter sa roue pour aller dormir...

La démarche qualité ne se justifie aucunement dans les institutions, qu'elles soient sanitaires ou sociales. L'humanisme ne se décrète pas, il naît et se développe autour d'un projet pensé par les acteurs du processus. Écrire ce que l'on fait est certes nécessaire, c'est l'ossature qui peut permettre un travail suivi et positif pour les usagers et résidents dont les soignants ont la charge. C'est ce travail de base qu'on appelle à raison la qualité des soins. Mais pour mettre en place cette qualité de soins il faut des moyens matériels et humains qui laissent à chacun le temps de la réflexion, et le temps de réaliser un travail réellement adapté aux besoins des usagers, et surtout pas le "prêt à penser" que nous propose la "démarche qualité". En bref, il est temps de privilégier les outils destinés à servir les professionnels, et non la logique gestionnaire.

Chantal Lebouquin

Le monde dont je vais parler est à votre porte. Il vous est familier. Votre voisine y travaille, votre grand-père y termine, sans plaisir, sa vie laborieuse, vous y pénétrez parfois... Mais le connaissez-vous vraiment ? C'est par l'entrée "des artistes" que nous allons y pénétrer. Ces artistes-là, jouent le plus souvent le rôle de tâcherons (centrés sur la tâche) même si leurs aspirations sont ailleurs. Ce sont les soignants.

Commençons par une parabole. Un homme arrive près d'un chantier, il voit des ouvriers s'affairer :

- Que faites-vous ? dit-il au premier.
- Je monte des pierres les unes sur les autres.

Insatisfait, l'homme poursuit son chemin et aborde un deuxième ouvrier :

- Que faites-vous donc ici ?
- Je construis un mur, répond cet homme.

Sa promenade l'amène vers un troisième larron :

- Et vous, que faites-vous ?

- Je bâtis une cathédrale.

L'Ehpad : quel chantier !

Pour l'histoire qui nous intéresse, le chantier c'est l'Ehpad, établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, anciennement nommées : maisons médicalisées, maisons de retraite, hospices, etc. On y accueille aujourd'hui des résidents de plus en plus dépendants : aussi bien physiquement que psychologiquement, et de surcroît très âgés.

C'est avec une ardente volonté, que la plupart des soignantes fraîchement diplômées, arrivent sur leur chantier la tête pleine de projets humanistes : empathie, patient au centre, activités adaptées, autonomie préservée, ils vont voir ce qu'ils vont voir ! Elles sont IDE, AMP, AS, auxquelles se rajoutent aujourd'hui des psy, psychomot, ergo, kinés, autant de sigles et d'abréviations pour nommer les soignantes, c'est à dire celles qui prennent soin. Parmi elles, il y a des hommes, mais si peu que, pour une fois, n'en déplaise à M. Bled, le féminin l'emportera sur le masculin. Elles arrivent donc et complètent une équipe d'anciennes, qui sont souvent fatiguées, blasées, découragées, usées dès la quarantaine, et qui ont renoncé depuis longtemps à leur cathédrale. C'est leur première douche froide, mais qu'à cela ne tienne, relève la tête fier Sicambre, ce monde est à nous !

Une cathédrale aux allures de lupanar

Très vite la réalité s'impose. Hélène est seule ce matin là, elle doit s'organiser dans une unité de 15 patients atteint de démence, pour réaliser les soins hôteliers et de nursing.

- Toi qui sors de l'école, Alzheimer tu connais, ironise sa collègue aux transmissions, t'as dix toilettes à faire, les autres c'est l'AMP qui s'en charge, t'as de la chance ce matin !

Hélène va devoir composer avec Henri qui ne veut pas se lever et la menace

du poing, avec Madeleine qui refuse de se changer ("Mais je ne suis pas sale madame"). Après quatre toilettes, il est l'heure du petit déjeuner, elle doit être présente, servir et aider ceux qui ne mangent pas seuls : empêcher Gustave de piquer le pain du voisin ; faire taire Emilie qui demande à chaque femme de faire l'amour avec lui ; calmer Louis qui voit des "boches" partout. Sa cathédrale a plutôt des allures de lupanar, et il lui faut terminer les toilettes à midi !

Pendant ce temps Nicole, l'infirmière, distribue les médicaments, 60 plumiers qu'elle doit donner pendant le petit déjeuner. Elle dispose d'une minute par patient pour déblistérer les comprimés et, pour la plupart d'entre eux, les écraser, les mélanger à la crème ou au yaourt, au café ou au thé. Elle doit vérifier qu'ils sont bien avalés, qu'il n'y ait pas de "fausse route", trouble fréquent chez les patients âgés et déments. Alors, Antoinette qui recrache, Jean qui passe au voisin et Marthe qui jette sous la table, elle ne les voit pas toujours. Parfois elle laisse à l'aide soignante de l'unité le soin de faire prendre les pilules, mais celle-ci n'aura pas non plus le temps...

Impossibles relais

Karine est considérée comme une privilégiée. La profession de psychomotricienne est relativement récente dans l'univers de la gériatrie, aussi personne ne comprend vraiment en quoi consiste son job, du médecin à l'agent de service

en passant par l'infirmière. Cette professionnelle est une extraterrestre, spécialiste de la rééducation, elle "sert à tout" (toilette, marche, aide au repas, soins de bien-être et écoute), et les mauvais jours, quand tout le monde est débordé, "elle ne sert à rien", bouc émissaire idéal comme la psychologue, la cadre de santé et tous ceux qui ne sont pas astreints aux actes de soins fondamentaux, toilettes, changes, repas et autres soins d'hygiène incontournables. Pourtant elle réalise un travail important tant au niveau du bien-être que du maintien de l'autonomie des résidents et elle aimerait que ce travail soit relayé par l'équipe soignante : qui va continuer de promener Mme D. qui a retrouvé l'automatisme de la marche ? Qui va aider Marcelle à se laver, tout en la guidant quand elle hésite ou ne sait plus faire le geste de tourner le robinet ? Qui va conduire la fourchette à la bouche de M. C. quand il oublie de manger ? Qui va poursuivre ce travail commencé par la psychomotricienne ?

- Moi, dit Hélène, quand je ne serai pas toute seule.

- Moi, dit Annie l'AMP, mais pas aujourd'hui, je "fais" l'aide soignante, je n'ai pas le temps.

- Pas moi, râle Agnès, j'en ai marre de tout commencer et de laisser tomber faute de temps !

Karine, irritée, ira trouver la cadre de santé. Elle veut une réunion pour trouver une solution à ce problème de prise en charge, de continuité des soins. La cadre de santé regrette, mais pas aujourd'hui, ni demain, ni avant un moment : manque de personnel, absentéisme, congés...

Les seules réunions possibles, dit-elle, seront celles concernant l'auto-évaluation, le directeur y tient, nous devons être prêtes pour l'évaluation externe qui nous mènera à la certification, et, qui sait, à obtenir du personnel supplémentaire, on peut rêver !

- Vous comprenez Karine, c'est pour le bien du patient que nous devons nous évaluer, réaliser des protocoles, signer nos actes, tenir avec rigueur nos dossiers... D'ailleurs, vous avez des efforts à faire dans la tenue régulière de vos compte-rendus !

- C'est vrai désolée je n'ai pas eu le temps de noter que Marcelle remange seule, que Gustave ne crie plus, que Sidonie s'est souvenue de mon prénom aujourd'hui...

- Pensez à ce que je vous ai dit, et n'oubliez pas la réunion avec le qualitatif cet après-midi, précise la cadre.

- Mais mon atelier peinture ?

- Ordre du directeur !

- Laisse faire, lui murmure Monique, l'aide soignante qui pense à sa retraite dans six mois, au moins on va rester assises pendant une heure !

Courbe la tête fier Sicambre et obéis au Seigneur. Elle est là, la cathédrale, elle est parfaite, pas une ligne qui dépasse, tout est en place ou ne tardera pas à l'être. Elle est à l'image des technocrates qui l'ont pensée, des élus qui l'ont signée. Elle s'appelle démarche qualité. C'est une cathédrale de papier.

Chantal Lebouquin

ça y est, ils ont tous pris la pilule !



extra de "Les Femmes en blanc" de Cauvin et Serravallo

Forêt et résistance avec Armand Gatti



Armand Gatti sera de retour sur le plateau à l'initiative de l'association Refuge des résistances les 4, 5 et 6 Octobre. Il s'agira d'évoquer le thème Forêt et résistance dans les luttes, les paysages, l'imaginaire, la culture, l'histoire et la vie de la Montagne limousine. Rencontres, débats, cinéma, poésie, création artistique, musiques, expositions... en présence et avec la participation d'Armand Gatti de retour en son Maquis. Ça se passera à Tarnac, Eymoutiers, Rempnat, Saint-Setié et Peyrelevade. Une exposition de photographies de SERgE permettra également de revenir sur les diverses manifestations auxquelles Armand Gatti a participé sur le plateau depuis huit ans : "Berbeyrolle 2006 - Rosa sur le Plateau 2013". Pour tout savoir un blog "Forêt et Résistance" a été créé :

<http://foretetresistance.blogspot.fr>

Renseignements : Anne Millien :

ann.perso@free.fr et Francis

Juchereau : fjucher@club-internet.fr

Formation comptabilité et gestion à Faux la Montagne



L'association Pivoine organise deux formations comptabilité et gestion associative. L'une aborde les bases de la comptabilité (du lundi 13 au vendredi 17 octobre) tandis que la seconde est consacrée à la gestion et à l'approfondissement des connaissances en comptabilité (du lundi 3 au jeudi 6 novembre). Peuvent participer à ces formations toutes les personnes qui veulent acquérir des connaissances en comptabilité et gestion et pas seulement à celles qui interviennent dans des associations.

Contact : l'équipe de Pivoine

05 55 64 71 57

contact.pivoine@gmail.com

Fabrication de jus de pomme

L'association VASi Jeunes propose, du 21 au 23 octobre (vacances de la Toussaint), un mini-camp sur 3 jours destiné aux enfants de 6 à 11 ans sur le thème de la fabrication du jus

de pomme. L'hébergement est prévu en auberge de jeunesse. Sur les trois jours, toutes les étapes de la fabrication du jus de pomme (ramassage, pressée, embouteillage, confection d'étiquettes personnalisées et étiquetage), seront parcourues, sans oublier les jeux, veillées, et la confection des repas avec des produits de la ferme ! Tarif : 60 € par enfant.

Informations : 05 55 64 94 62

vasijeunes@orange.fr

Rencontres buissonnières au Villard

Les premières Rencontres buissonnières autour des variétés légumières, céréalières, fruitières et des races animales traditionnelles du Limousin auront lieu au Villard les 24, 25 et 26 octobre 2014. Conférences, démonstrations, ateliers, projections, marché de producteurs locaux, etc. Ce festival vise à contribuer à préserver la biodiversité et relocaliser l'économie (en commençant par le plus simple, la nourriture).

Frédéric Lagarde interviendra sur "Paysage en Limousin et biodiversité". La journée du samedi sera en grande partie consacrée à la forêt, avec une balade commentée et des conférences de Thierry Thévenin et Nature sur un Plateau. L'écrivain de langue occitane à géométrie variable (roman, nouvelles, contes, poèmes, épigrammes, aphorismes, recueils de chansons, de prières ou de proverbes, almanachs, etc.) Jan de Melhau racontera "la rave en Limousin : probablement le plus ancien légume cultivé dans ce pays". François Delmond, de Germinance, co-fondateur du Réseau des Semences paysannes et des Croqueurs de Carottes parlera des variétés potagères, de leur préservation et de leur multiplication. Sans compter de nombreuses animations (fabrication de choucroute, vannerie, identification de fruits, greffage...), démonstrations (forge, vélo électrique, béliet hydraulique, presse à huile, débardage avec chevaux...), stands d'associations et expositions (poules limousines, chevaux d'Auvergne).

Renseignements et réservation

au 06 08 05 30 07

Circuits courts, toujours !

Les 7 et 8 novembre auront lieu à Flayat deux journées consacrées aux circuits courts. Le samedi 8 novembre en particulier l'on pourra suivre une balade à la rencontre de producteurs locaux chez lesquels on fera les courses pour le repas du soir, qui sera confectionné l'après-midi au cours d'ateliers cuisine. Cette journée organisée dans le cadre du Mois de l'économie sociale et solidaire, proposera aussi un concert le samedi soir, des projections extraites des magazines de Télé Millevaches, des jeux de rôle animés par Cadet Roussel et des interventions décalées de la compagnie Popul'art.

Renseignements et inscriptions :

Julie Périnaud au 05 55 26 72 12

auboutdelascene@fal19.fr

Radio Vassivière

Après un été bien chargé, Radio Vassivière fait un appel à toutes les bonnes volontés radiophoniques. La radio est ouverte à tous et quelles que soient vos expériences radiophoniques.

RADIO VASSIVIÈRE

Essentiellement pour la radio système 1

Vassivière 88.5 MHz - Udon 92.3 MHz

L'équipe salariée est là pour vous guider, vous accompagner ou vous former. Si vous souhaitez proposer une idée, contactez l'équipe de la radio au 05 55 64 71 11 ou par mail :

info@radiovassiviere.com

Itinéludes

Le projet "Itinéludes" est lancé ! C'est un projet d'animations itinérantes dans plusieurs communes du plateau de Millevaches et d'ailleurs. L'idée est d'organiser un moment de rencontre entre les habitants du territoire, en partenariat avec les acteurs locaux (associations, communes...). Pour cela, l'association Cadet Roussel se propose de coordonner l'organisation des événements et de faire des animations avec les jeux de l'association. Au programme cette année : une fête de la soupe à Royère, une après-midi jeux à Rempnat, une chasse au trésor grandeur nature à Eymoutiers... et d'autres manifestations en construction ! Si vous avez envie que les Itinéludes aient lieu dans votre commune, vous pouvez contacter Cadet Roussel.

Contact :

cadet.roussel23@gmail.com

Une chorale à Bourgauf

Des choristes passionnés par le chant ont décidé de créer une chorale à Bourgauf. Tous les chanteurs - débutants et expérimentés - qui souhaitent participer à cette aventure peuvent prendre contact avec eux pour constituer le groupe. Toutes les voix, soprano, mezzo, alto, ténor, baryton et basse sont les bienvenues. Aucune sélection pour rejoindre la chorale ! Pour faciliter l'intégration des choristes et favoriser leur travail, des enregistrements audio, voix par voix, seront mis à leur disposition via un site internet actuellement en création.

Contact au 06 72 74 44 26

ou au 06 08 92 30 53

lesvoixduthaurion@free.fr

Aïkido à St-Marc à Loubaud



L'Aïkido à Saint Marc à Loubaud a débuté à partir du lundi 1er septembre 2014. Les cours adultes (à partir de 15 ans) ont lieu tous les lundis et jeudis de 19h30 à 21h30 à la salle polyvalente. Les deux premiers cours d'initiation sont gratuits. Tarif : Licence 35 € / Cotisation 55 €.

Contact et renseignements :

lmvaikido@gmail.com -

Pablo au 06 61 42 02 25

Morgan au 07 81 24 17 03

Les Intergalactiques du jeu 2014



Samedi 8 et dimanche 9 novembre 2014, deux jours et une nuit non-stop de jeu à la salle des fêtes d'Eymoutiers. Entrée gratuite en tenue de pirate ! Au programme : présentations de jeux, dédicaces, initiation, repas, musique, danse, grands jeux, tournoi de dés, poker des flibustiers. Chasse au trésor de mars à novembre 2014 : il faut décoder la carte, trouver les indices, préparer sa solution et l'apporter au bon pirate les 8 et 9 novembre 2014 aux Intergalactiques du jeu. Un pistolet du Pirate Morgan est à gagner ! Une adhésion de 10 € à l'association est demandée pour participer à ce jeu.

Un stage de végétalisation des toitures

La toiture végétale : un enjeu de beauté et de cohérence environnementale. En Corrèze, le Battement d'ailes organise un stage de deux jours les 18 et 19 octobre pour devenir autonome pour la réalisation d'une étanchéité et la végétalisation des toitures.

Détails sur le site :

www.lebattementdailles.org

ARBRE

*L'homme seul est un arbre mort
Au beau milieu de la prairie
Où les chevaux agacés par les mouches
(Leurs longues queues les chassant)
Les taons s'acharnent, frottent
Leurs museaux, frappent leurs sabots
Sur l'écorce fragile du tronc
Sortant de terre misérablement
L'homme seul est mort
Les pieds enfoncés dans la terre
Bras cassés par les pierres levées
Les frelons se nichent dans son cœur
De rares oiseaux le visitent encore
Plus de nid. Le vent décapite
Ses branches une à une. Dernière
photo
Avant la tronçonneuse qui le débite
cruellement
Pour devenir feu, cendre, poussière.*

Ni toi, ni moi

Ne reviendrons

De cette discrète petite mort.

Ce poème de René Bourdet est extrait du dernier Oeil de Feumec (n°321, septembre 2014), la plus petite revue poétique du monde (une feuille A4 recto verso pliée en 4), mais pas la plus jeune : elle a 33 ans ! René Bourdet la tire modestement à 100 exemplaires « pour les fidèles » depuis 1981, ce qui représente tout de même au final un fort volume de 2600 pages ! Il y a ainsi des œuvres qui se construisent loin du bruit du monde (à La Celle sous Gouzon, Creuse !).

Mobilisation associative sur le plateau Appel pour une dynamique collective associative

Un contexte difficile

L'actualité régionale (échec de la convention pour beaucoup d'emplois associatifs et modification du dispositif par la région) et nationale (la "crise" économique et politique qu'on nous "vend" depuis plusieurs années) questionnent la place des associations dans la vie locale, démocratique, économique, sociale et culturelle et questionne le mode de financement de ces associations. Plusieurs d'entre elles ont déjà été "touchées" ou au moins menacées par ce contexte. Certaines ont les moyens et le réseau pour résister. Certaines s'adaptent tant bien que mal pour continuer d'exister... Dans tous les cas, cela induit une situation de précarité économique et humaine qui malmène les projets associatifs. Dans ce contexte, nous, associations locales qui œuvrons pour habiter avec vigueur ce territoire, qui souhaitons y poursuivre notre implication et continuer à y déployer de multiples manières d'agir, pensons qu'il devient important (voire urgent !) de créer une dynamique collective associative.

Se rassembler

Il nous semble nécessaire de nous rassembler pour questionner ce contexte et pour construire une analyse collective, ne pas rester isolés dans la difficulté et les doutes, et aller jusqu'à une mobilisation publique pour faire entendre nos points de vues et exprimer nos désaccords... Bref, ne pas mourir chacun seul dans son coin... Certes, nos réalités, nos enjeux, nos alliances sont en parties différentes. Mais, si nous allons dans le même sens (importance du rôle des associations dans les territoires ruraux, nécessité d'un financement public...), tout en étant lucides et en assumant ce qui nous distingue, nous avons intérêt à nous lier et à jouer le jeu d'une mobilisation collective pour faire poids, et avoir plus de force.

Une journée de rencontre le 6 octobre

Pour parler de tout cela, et voir ensemble quelle mobilisation collective par et pour les associations nous souhaitons mettre en place.

nous vous invitons à une journée de travail qui se déroulera le lundi 6 octobre 2014, de 9h30 à 16h30 aux Plateaux Limousins, Le Villard, 23340 Royère de Vassivière. Nous proposons d'organiser cette journée en deux temps : un premier temps d'échanges collectif sur nos situations concrètes et un repérage de ce qui nous est commun, afin de formuler collectivement une position partagée. Un second temps de réflexion en sous-groupes sous la forme d'un forum afin de définir les différentes modalités d'actions. Nous proposons également de penser le temps du repas de midi comme une partie du temps de travail. Un repas sera proposé sur place à prix libre.

Clémence Rique
Association De Fil en Réseaux

Inscription souhaitée avant le 26 septembre
auprès de l'association De Fil en Réseaux
Le bourg, 23340 Faux la Montagne
05 55 64 54 75 - www.defilenreseaux.org

APPEL DU 5 JUIN

La Réforme des régions après avoir imaginé accrocher le Limousin à la région Centre l'arrime finalement à l'Aquitaine et au Poitou-Charentes. Des projets qui ont incité Jan dau Melhou à écrire son appel du 5 juin !

La Révolution, en créant les départements sur des appellations purement géographiques, avait voulu détruire tout ce qui rappelait l'Ancien régime, que des anciennes provinces ne demeurât pas même le nom, que les peuples de France en perdissent toute identité. Il s'agissait de créer l'homme nouveau, le citoyen désincarné, hors toute communauté autre que nationale, tout seul face à l'État.

Un siècle plus tard, l'école de la République fit la guerre aux langues et cultures des peuples de France, leur fit honte de ce qu'ils étaient, vida les campagnes de ce qu'elle pensait être leurs meilleurs éléments pour en faire les serviteurs zélés de l'État ou du capitalisme national.

Le Limousin, avec sa langue, mourait tout doucement.

La régionalisation sous laquelle nous vivions avait créé des ministres tels que Provençalp'côt d'azur, dont les habitants, à l'évidence, devaient se dire, en toute simplicité Provençalp'côt d'azur, mais le Limousin, miracle ! était réapparu avec un minimum de conscience de soi. La République a réussi à réduire sa langue à la dernière extrémité, elle veut achever aujourd'hui de l'enterrer en le noyant dans une mer d'incohérence, en mariant la carpe et le lapin, l'éleveur limousin et le cébétier béarnais, la platitude et le plateau.

Le Limousin, d'aucune façon, en quoi que ce soit, ne peut avoir à faire avec la présente région Centre. Et les liens qu'il a toujours eus avec le Poitou et la Saintonge ne peuvent lui donner l'idée ni l'envie d'être de leur entourage.

Le Limousin, avant d'être au centre, est au nord, au nord des terres occitanes, statif qu'il partage avec sa sœur - ou sa cousine - l'Auvergne.

Il est, depuis les Celtes lemovices, un pays, il a été, aux XI^{ème} et XII^{ème} siècles, le berceau de la grande poésie lyrique des troubadours, et alors envahissait l'Europe de ses ors émaillés.

Les Catalans, en cet honneur, au XIX^{ème} siècle de leur renaissance, nommèrent leur langue limosin. Qu'il garde au moins mémoire de cette gloire-là !

Il a toujours été à la fois de la montagne et de l'Aquitaine, il est en fait la partie montagnarde de l'Aquitaine, mais avant tout il doit rester limousin, et de si grandes régions sont des aberrations humaines que bien sûr on nous présente comme des nécessités économiques. Comme si l'économie, depuis belle lure, se préoccupait de l'homme !

Qu'il reste limosin !

Au nom de Bernard de Ventadour, de Léonard Limosin, des maçons limousins et de Marcelle Delpastre.

J'accuse le petit monarque de Paris (car nous vivons dans un régime de monarchie élective) de vouloir achever de nous détruire dans ce qui nous fait au plus profond de l'être (et ne pensez pas, Limousins, qu'il suffira de quelques gâteaux, d'un clafoutis pour sauver votre identité !).

J'accuse les élus du Limousin, les socialistes en tout premier lieu, de complicité active, de duplicité ou de jobardise.

Et **j'appelle** les Limousins à la résistance et à l'insurrection, à des actions non-violentes que je souhaite nombreuses, imaginatives - humour et ironie -, imparables.

NT a pu !

*Le préfet du maquis
alias Jan dau Melhou*

Quel avenir pour le camp de La Courtine ?

Le sénateur creusois Jean-Jacques Lozach s'est inquiété auprès du ministre de la Défense de l'avenir du camp de La Courtine, premier camp de France pour sa capacité d'hébergement (4 000 hommes) et cinquième pour sa superficie (6 300 ha). Dans sa réponse du 31 juillet dernier le ministre lui indique que « les besoins des formations de l'armée de terre conduisent à envisager d'adapter les infrastructures de ce camp dans la perspective d'une augmentation du taux d'occupation du site au cours des prochaines années. Des travaux correspondant à un montant de 8 ME sont ainsi prévus durant la période 2015-2019 afin de développer les installations dédiées au tir et à l'entraînement. » Et d'ajouter que « les effectifs permanents du camp de La Courtine ne devraient pas enregistrer de nouvelles déflations lors des années à venir. » Les blaireaux ont intérêt à faire attention en traversant les routes !

Utopies en Limousin Un inventaire des imaginaires politiques incarnés en Limousin

L'association Mémoire ouvrière en Limousin composée d'une vingtaine d'historiens et militants propose un bel ouvrage consacré aux Utopies en Limousin. Patronné par Dominique Danthieux, 17 essais permettent de voyager dans l'espace régional et dans le temps, de "Boussac à Tarnac", du moyen-âge à nos jours. On sera sans doute surpris de cet

assemblage d'expériences un brin hétéroclites, mais c'est le pari assez stimulant de l'ouvrage de les considérer comme relevant toutes d'une volonté, sinon de rupture, du moins de changement social. Le mot utopie, reconnaît Dominique Danthieux dans son introduction, "tend à devenir, comme le remarque Jean Servier, "un fourre-tout

commode", véritable entrepôt des théories les plus diverses, du millénarisme à toutes sortes de projets politiques. Leurs initiateurs se retrouvent au moins dans leur désir de changement. Mais le rayon de ce changement peut s'avérer fort variable." De fait on côtoiera dans cet ouvrage les ermites de Grandmont, "fous de Dieu" des XI^{ème}-XIII^{ème} siècles, et la Jeune chambre économique de Limoges ! On croiera les figures d'un saint-simonien corrézien (Joseph Corréze), de Pierre Leroux, un des pionniers du coopérativisme, une communauté anarchiste à Saint-Junien et "l'utopie conservatrice" de Le Play au château de Ligoure transmuée aujourd'hui en "utopie associative". On y découvrira également quelques initiatives totalement méconnues comme celles de kibboutz-

zim au sud de la Corrèze dans les années 1930 ! Le plateau de Millevaches n'est pas absent de cet inventaire avec deux essais consacrés, l'un à "La Montagne limousine, terre d'utopies ?" (C'est le seul espace géographique appréhendé en tant que tel dans l'ouvrage) et un autre consacré à Faux-la-Montagne, "une ruche associative".

Pierre Bergounioux, qui préface l'ouvrage, a lui aussi son idée sur ce qui rassemble ces multiples initiatives : "Quel rapport entre l'espèce de kolkhoze fondé, au XI^{ème} siècle, par Étienne de Muret, du côté d'Ambazac, l'imprimerie de Pierre Leroux, à Boussac, pas très loin de Nohant et de sa bonne fée, les coopératives porcelainières de Limoges, dia-

mantaires de Felletin, le kibboutz de Jugeals-Nazareth, dans les années trente, en basse Corrèze, le soviet de Tarnac, dans la haute, la châtelaïne rouge de Ligoure ? Celui-ci, à savoir que, dans les pires conditions (...) des gueux, des paysans illettrés, des ouvriers gantiers, lapidaires, émailleurs se dressent, s'organisent, affirment, en paroles et en actes, que l'égalité, le partage, nulle distinction d'aucune sorte, sont les seuls principes de toute société véritable, la règle et la fin à quoi doit tendre l'humanité."

Utopies en Limousin, de Boussac à Tarnac. Histoires d'autres possibles. Les Ardents éditeurs, 2014, 26 €.

Pôle viandes locales un outil de relocalisation de l'économie sur le territoire

Cela fait des mois déjà que nous parlons régulièrement du projet de Pôle Viandes Locales (PVL) sur notre territoire. Le PVL est un outil mutualisé à destination des éleveurs qui pratiquent la vente en circuit court et local de leur viande, et de collectivités qui souhaitent que les restaurants scolaires servent de la viande produite sur leur territoire. Imaginer que le PVL serait un simple abattoir c'est réduire un projet dont l'idée est beaucoup plus ambitieuse et correspond à des besoins d'aujourd'hui.

Le Pôle Viandes Locales est une plate-forme de services (abattage, découpe, transformation, stockage, etc.) structurante pour la filière courte et locale. C'est un outil multi-espèces (bovins, ovins, porcins, etc.) de petite capacité (5 à 6 bovins abattus par semaine) avec pour priorité le bien-être animal et les conditions de travail des utilisateurs. Le PVL ne se substitue pas aux éleveurs. Chacun reste maître de l'outil commun pour préparer ses viandes et ses plats cuisinés selon ses propres recettes.

Une association

Depuis des mois, l'association Abattre et Valoriser la Viande en Limousin (A2VL) travaillait intensément à la définition du futur outil et à sa promotion auprès des acteurs économiques et des partenaires publics du territoire.

Petit à petit, un groupe d'agriculteurs souhaitant investir dans le futur outil s'est constitué et a commencé à définir les contours et l'organisation de la future structure permettant la gestion du PVL. Le lycée agricole d'Ajun s'est montré très intéressé par notre démarche et a décidé de rejoindre ce groupe d'investisseurs. Ce dernier pratique déjà la consommation en circuit "ultra-court" puisque son restaurant scolaire sert la viande qui est produite sur son exploitation agricole. Il souhaite développer plus en avant sa démarche en s'appuyant sur l'offre technique du PVL.

Particulièrement soutenu par l'État, la Région Limousin, le conseil général de la Creuse et le Parc naturel régional de Millevaches, le collectif a souligné les soutiens indéfectibles de Jean-Paul Denant et des élus régionaux, ainsi que de Jean-Jacques Lozach et de Jacky Guillon pour les aider à concrétiser cet outil.

Là où des abattoirs industriels pratiquent le dumping social avec de la main d'œuvre low-cost, où les animaux sont ballotés sur des centaines de kilomètres, le Pôle Viandes Locales propose de court-circuiter les traders en viandes et de se servir de leurs marges arrières qui n'ont eu de cesse de s'accroître pour assurer le fonctionnement de cet outil local avec une main d'œuvre qualifiée, une lenteur de production pour assurer la qualité et laisser l'alchimie du goût se réaliser.



Assemblée générale du SAS Pôle viandes locales le 21 juillet 2014 à Bourgneuf

Où s'implanter

Au printemps de cette année, les actions menées par l'association A2VL se sont concrétisées par le choix du lieu d'implantation du PVL. Ce choix a été déterminé par des éléments techniques et financiers. Pendant longtemps, le site de l'ancien abattoir d'Eymoutiers était pressenti. En effet, l'abattoir (fermé en mars 2007) est dans un état relativement bon et a le mérite d'exister. Cependant, les contraintes de la législation ont rendu très incertaine la possibilité d'une exploitation à long terme. En effet, il est à moins de 100 mètres d'habitations ou de lieux recevant régulièrement du public. Sa réouverture est donc soumise à dérogation préfectorale. Le groupe d'investisseurs n'a pas souhaité prendre le risque d'investir 2 millions d'euros dans un site dont la pérennité légale n'était pas assurée. De plus, à budget d'investissement constant et selon les règlements européens, le site d'Eymoutiers ne pouvait prétendre à aucune subvention dans la mesure où ce n'était pas une construction neuve mais une réhabilitation !

La question de la création d'un outil neuf est donc apparue comme pertinente. En fonction de la répartition géographique des acteurs économiques et des contraintes techniques et juridiques de l'implantation d'un tel outil, le groupe d'investisseurs a choisi la zone d'activités de Langladure sur la commune de Masbaraud Mégnat à côté de Bourgneuf. Le conseil général de la Creuse, ainsi que la communauté de communes de Bourgneuf-Royère de Vassivière (propriétaire de la Z.I.) se sont montrés très enthousiastes quant à l'accueil du PVL sur leur territoire et ont facilité l'implantation du projet.

La commune de Bourgneuf a, par ailleurs, mis à disposition de la SAS un bureau (dans l'ancien tribunal) dans l'attente de la construction du Pôle Viandes Locales.

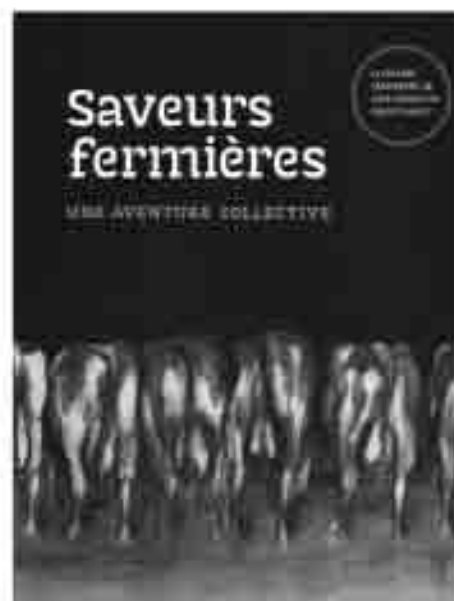
Une société créée en juillet

En juillet 2014, plus d'une trentaine d'investisseurs ont participé à l'Assemblée Générale Constitutive de la Société par Actions Simplifiée (SAS) Pôle Viandes Locales. Ils ont réuni un capital propre d'environ 300 000 €. La SAS Pôle Viandes Locales s'est donnée des statuts et un fonctionnement coopératif. Une équipe de 4 administrateurs a été élue avec pour président Guillaume Betton. Cette équipe dirigeante a pour mission de faire sortir de terre et de mettre en route le PVL durant les prochains mois. La SAS Pôle Viandes Locales reste ouverte à de nouveaux investisseurs souhaitant faire partie de l'aventure. Elle se veut ouverte à son territoire et au service de ce dernier.

Grâce à la mobilisation de tous (agriculteurs, élus, citoyens, consommateurs, etc.) et à un travail collectif intense, nous avons pu montrer la nécessité d'avoir un outil local innovant qui permet la valorisation et la consommation de viandes produites sur le territoire.

Nous pouvons tous être fiers, par cette démarche, de doter notre région d'un premier outil, dans ce domaine, de relocalisation de l'activité économique.

Guillaume Betton



Saveurs fermières, une aventure collective

De Lénou, Kees Maris et les producteurs associés dans le magasin.

Cet ouvrage, joliment illustré par Hélène Richard (Lénou), raconte le parcours de ce magasin de producteurs. "L'intensification et la mondialisation de l'agriculture se combinent en une logique perfide qui se fait sentir dans le contenu de nos assiettes et détériore la qualité des sols, et qui est rendue possible par le fossé qui sépare désormais les producteurs des consommateurs. À rebours de cette tendance, et en réaction, une multitude d'initiatives en circuits courts voit le jour. Saveurs

fermières en est une : un magasin de producteurs ouvert à Limoges par huit paysans en 2003. Dix ans plus tard, il en fédère une quarantaine, emploie dix salariés et connaît une progression à deux chiffres... Une aventure construite avec des personnalités et des façons de faire presque aussi diverses que l'agriculture d'aujourd'hui." Un livre réalisé en circuit court, à moitié par des paysans, imprimé localement et distribué en vente directe par exemple la librairie Passe-Temps à Eymoutiers.

Saveurs fermières - Quartier du Mas Loubier, rue de la Céramique - Limoges

